

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le premier jour du douzième mois prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents: 55 2398

Compte rendu intégral: 16 février 2023

Art. 4

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de twaalfde maand te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken: 55 2398

Integraal verslag: 16 februari 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2023/30921]

28 MARS 2023. — Loi portant
diverses modifications en matière électorale (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modification de la
loi du 5 mai 2014 relative à l'internement*

Art. 2. L'article 9 de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement, modifié par la loi du 4 mai 2016, est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Dans la décision d'internement, le juge peut déclarer la personne internée expressément incapable d'exercer les droits politiques visés à l'article 8, alinéa 2, de la Constitution."

CHAPITRE 3. — *Modification de l'ancien Code civil*

Art. 3. Dans l'article 492/1, § 1^{er}, alinéa 3, de l'ancien Code civil, inséré par la loi du 17 mars 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2018, le 15° est rétabli dans la rédaction suivante :

"15° d'exercer les droits politiques visés à l'article 8, alinéa 2, de la Constitution;"

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi du 8 août 1983
organisant un Registre national des personnes physiques*

Art. 4. L'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, modifié en dernier lieu par la loi du 13 août 2022, est complété par le paragraphe 6 rédigé comme suit :

"§ 6. Dans l'exercice de la mission d'établissement des listes électorales au profit des collèges des bourgmestre et échevins visée à l'article 10, § 1^{er}, du Code électoral, à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand, à l'article 7, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone, et à l'article 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, le Service public fédéral Intérieur est dispensé d'une autorisation préalable du ministre ayant l'Intérieur

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2023/30921]

28 MAART 2023. — Wet houdende
diverse wijzigingen inzake verkiezingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de
wet van 5 mei 2014 betreffende de internering*

Art. 2. Artikel 9 van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering, gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

"§ 3. In de interneringsbeslissing kan de rechter de geïnterneerde persoon uitdrukkelijk onbekwaam verklaren om de politieke rechten bedoeld in artikel 8, tweede lid, van de Grondwet, uit te oefenen."

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van het oud Burgerlijk Wetboek*

Art. 3. In artikel 492/1, § 1, derde lid, van het oud Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 maart 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2018, wordt de bepaling onder 15° hersteld als volgt :

"15° de uitoefening van de politieke rechten bedoeld in artikel 8, tweede lid, van de Grondwet;"

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de wet van 8 augustus 1983
tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen*

Art. 4. Artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 augustus 2022, wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidende :

"§ 6. Bij de uitoefening van de opdracht inzake opstelling van de kiezerslijsten voor de colleges van burgemeester en schepenen bedoeld in artikel 10, § 1, van het Kieswetboek, in artikel 3, eerste lid, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, in artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Brusselse leden van het Vlaams Parlement worden verkozen, in artikel 7, § 1, eerste en tweede lid, van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, en in artikel 2, eerste en tweede lid, van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, is de Federale Overheidsdienst

dans ses attributions et peut accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, 4^o et 5^o.

Est puni de la sanction visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, tout membre du Service public fédéral intérieur qui, en violation de l'obligation de confidentialité, communique des informations obtenues du Registre national à des personnes non habilitées à les recevoir ou qui fait usage de ces données à des fins autres que l'exercice de ses missions légales."

CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour*

Art. 5. L'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, modifié en dernier lieu par la loi du 13 août 2022, est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

"Dans l'exercice de la mission d'établissement des listes électorales au profit des collèges des bourgmestre et échevins visée à l'article 10, § 1^{er}, du Code électoral, à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, à l'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et des membres bruxellois du Parlement flamand, à l'article 7, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone, et à l'article 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, le Service public fédéral Intérieur est dispensé d'une autorisation préalable du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions et peut accéder aux données des registres de la population et du registre des étrangers relatives au fait qu'une personne n'est pas électeur et, le cas échéant, jusqu'à quelle date.

Est puni de la sanction visée à l'article 13, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, tout membre du Service public fédéral intérieur qui, en violation de l'obligation de confidentialité, communique des informations obtenues des registres de la population ou du registre des étrangers à des personnes non habilitées à les recevoir ou qui fait usage de ces données à des fins autres que l'exercice de ses missions légales."

CHAPITRE 6. — *Modifications du Code électoral*

Art. 6. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code électoral, modifié en dernier lieu par l'article 90/1, a), de la loi du 5 mai 2014, inséré lui-même par la loi du 4 mai 2016, les mots "ceux qui sont internés par application de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement" sont remplacés par les mots "les personnes internées qui ont été expressément déclarées incapables d'exercer leurs droits politiques en vertu de l'article 9, § 3, de la loi du 5 mai 2014 relative à l'internement".

Art. 7. À l'article 10 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1^o dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les phrases suivantes:

"Pour cette opération, le collège des bourgmestre et échevins charge le Service public fédéral Intérieur de lui fournir gratuitement et de manière digitale les données visées au paragraphe 2, première phrase, de chaque personne satisfaisant aux conditions de l'électorat et inscrite aux registres de la population. Ces données sont détruites le lendemain du jour de la validation des élections.";

2^o dans le paragraphe 2, les mots "le sexe, la résidence principale et le numéro d'identification visé à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques" sont remplacés par les mots "la résidence principale et le numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques";

3^o dans le paragraphe 3, le mot "majeurs" est inséré entre les mots "électeurs belges" et les mots "inscrits aux registres".

Binnenlandse Zaken vrijgesteld van een voorafgaande machtiging van de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en mag hij toegang hebben tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o, 4^o en 5^o.

Wordt gestraft met de sanctie bedoeld in artikel 13, eerste lid, elk lid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken dat, in overtreding met de vertrouwelijkheidsverplichting, de via het Rijksregister verkregen informatiegegevens meedeelt aan personen die niet gemachtigd zijn om die informatiegegevens te ontvangen of dat die gegevens gebruikt voor andere doeleinden dan voor de uitoefening van zijn wettelijke opdrachten."

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten*

Art. 5. Artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 13 augustus 2022, wordt aangevuld met twee leden, luidende:

"Bij de uitoefening van de opdracht inzake opstelling van de kiezerslijsten voor de colleges van burgemeester en schepenen bedoeld in artikel 10, § 1, van het Kieswetboek, in artikel 3, eerste lid, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, in artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Brusselse leden van het Vlaams Parlement worden verkozen, in artikel 7, § 1, eerste en tweede lid, van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, en in artikel 2, eerste en tweede lid, van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de Federale Staatsstructuur, is de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken vrijgesteld van een voorafgaande machtiging van de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en mag hij toegang hebben tot de gegevens van de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister met betrekking tot het feit dat een persoon geen kiezer is en, in voorkomend geval, tot welke datum.

Wordt gestraft met de sanctie bedoeld in artikel 13, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, elk lid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken dat, in overtreding met de vertrouwelijkheidsverplichting, de via de bevolkingsregisters of het vreemdelingenregister verkregen informatiegegevens meedeelt aan personen die niet gemachtigd zijn om die informatiegegevens te ontvangen of dat die gegevens gebruikt voor andere doeleinden dan voor de uitoefening van zijn wettelijke opdrachten."

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen van het Kieswetboek*

Art. 6. In artikel 7, eerste lid, 1^o, van het Kieswetboek, laatstelijk gewijzigd bij artikel 90/1, a), van de wet van 5 mei 2014, zelf ingevoegd bij de wet van 4 mei 2016, worden de woorden "zij die geïnterneerd zijn met toepassing van de bepalingen van de wet van 5 mei 2014 houdende de internering" vervangen door de woorden "de geïnterneerde personen die uitdrukkelijk onbekwaam verklaard werden om hun politieke rechten uit te oefenen krachtens artikel 9, § 3, van de wet van 5 mei 2014 betreffende de internering".

Art. 7. In artikel 10 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o In paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zinnen:

"Voor deze verrichting belast het college van burgemeester en schepenen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken ermee hem kosteloos en digitaal de in paragraaf 2, eerste zin, bedoelde gegevens te leveren van elke persoon die aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet en in de bevolkingsregisters is ingeschreven. Deze gegevens worden vernietigd de dag volgend op de dag van de geldigverklaring van de verkiezingen.";

2^o In paragraaf 2 worden de woorden "het geslacht, de hoofdverblijfplaats en het identificatienummer bedoeld in artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen" vervangen door de woorden "de hoofdverblijfplaats en het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen";

3^o In paragraaf 3 wordt het woord "meerderjarige" ingevoegd tussen de woorden "de lijst van de" en de woorden "Belgische kiezers".

Art. 8. Dans l'article 15, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 novembre 2016, les mots "la liste des électeurs répartis par section, liste comprenant également les électeurs belges résidant à l'étranger figurant sur une liste consulaire des électeurs votant en personne ou par procuration en Belgique, au gouverneur ou au fonctionnaire que celui-ci désigne" sont remplacés par les mots "la liste des bureaux de vote établis dans la commune au gouverneur ou au fonctionnaire que celui-ci désigne ainsi qu'au ministre de l'Intérieur. Cette liste mentionne le nombre d'électeurs inscrits par bureau de vote, l'adresse du bureau de vote et la destination habituelle du local servant de bureau de vote".

Art. 9. Dans l'article 88, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

"Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, modifier la composition et le chef-lieu des cantons au sein d'une même circonscription électorale."

Art. 10. L'article 90, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 30 juillet 1991, est complété par la phrase suivante:

"Le gouverneur de la province ou le fonctionnaire que celui-ci désigne peut, sur demande motivée de la commune, autoriser qu'une section de vote comporte plus de 800 électeurs sans toutefois que celle-ci ne compte plus de 840 électeurs."

Art. 11. Dans l'article 93 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 17 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "fait parvenir contre récépissé" sont remplacés par les mots "met à disposition";

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante:

"Si un président de bureau n'est pas encore désigné au moins quatorze jours avant l'élection, la mise à disposition des deux extraits certifiés exacts de la liste des électeurs de la section concernée peut s'effectuer après cette date.";

3° dans l'alinéa 2, les mots "font, en outre, parvenir contre récépissé" sont remplacés par les mots "mettent, en outre, à disposition" et les mots "faire parvenir" sont remplacés par les mots "mettre à disposition".

Art. 12. À l'article 94 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots "soixante-deux jours avant celui de l'élection" sont remplacés par les mots "six mois avant le jour de l'élection";

2° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

"Dans les circonscriptions électorales où ne se situe pas le siège d'un tribunal de première instance, le bureau principal est présidé par le président de la division du tribunal de première instance du chef-lieu ou, à son défaut, par le magistrat qui le remplace.";

3° dans l'alinéa 5, les mots "de la commune chef-lieu" sont supprimés;

4° dans l'alinéa 7, le mot "exclusivement" est remplacé par le mot "notamment".

Art. 13. Dans le texte néerlandais des articles 95, 101, 104, 129, 151, 161, 165 et 177 du même Code, le mot "stemopnemingsbureaus" est chaque fois remplacé par le mot "telbureaus".

Art. 14. Dans le texte néerlandais des articles 95, 129, 131, 147, 149, 150, 151, 154, 155, 156, 161, 162, alinéa 1^{er}, 180quinquies et 180septies du même Code, le mot "stemopnemingsbureau" est chaque fois remplacé par le mot "telbureau".

Art. 15. Dans le texte néerlandais des articles 95, 129, 147, 154, 156, 161, 165, 180quinquies et 200 du même Code, le mot "stemopneming" est chaque fois remplacé par le mot "telling".

Art. 8. In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 november 2016, worden de woorden "aan de gouverneur of aan de door hem aangewezen ambtenaar, de lijst van de kiezers verdeeld per afdeling, welke lijst eveneens de Belgische kiezers omvat die in het buitenland verblijven en die voorkomen op een consulaire lijst van kiezers die persoonlijk of bij volmacht in België stemmen" vervangen door de woorden "aan de gouverneur of aan de door hem aangewezen ambtenaar, alsook aan de minister van Binnenlandse Zaken, de lijst van de in de gemeente georganiseerde stembureaus. Deze lijst vermeldt het aantal kiezers ingeschreven per stembureau, het adres van het stembureau en de bestemming die het lokaal dat als stembureau dient, gewoonlijk heeft."

Art. 9. In artikel 88 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de samenstelling en de hoofdplaats van de kantons binnen éénzelfde kieskring wijzigen."

Art. 10. Artikel 90, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1991, wordt aangevuld met de volgende zin:

"De provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar kan, op met redenen omkleed verzoek van de gemeente, toelaten dat een stemafdeling meer dan 800 kiezers bevat, maar evenwel niet meer dan 840 kiezers."

Art. 11. In artikel 93 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt: "Tenminste veertien dagen vóór de verkiezingsdag stelt het college van burgemeester en schepenen enerzijds een voor echt verklaard uittreksel van de kiezerslijst, opgemaakt per stemafdeling, elektronisch ter beschikking van de voorzitter van het kantonhoofdbureau en stelt het anderzijds twee voor echt verklaarde uittreksels uit de lijst van de kiezers die opgeroepen werden om te stemmen in de desbetreffende afdeling, ter beschikking van elke voorzitter van een stembureau.";

2° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

"Indien er ten minste veertien dagen vóór de verkiezingsdag nog geen bureauvoorzitter aangewezen is, mogen de twee voor echt verklaarde uittreksels uit de kiezerslijst van de desbetreffende stemafdeling na die datum ter beschikking gesteld worden.";

3° het tweede lid wordt vervangen als volgt: "Ten minste veertien dagen vóór de verkiezingsdag stellen de Colleges van burgemeester en schepenen van de gemeenten Voeren en Komen-Waasten bovendien twee bijkomende voor echt verklaarde uittreksels uit de kiezerslijsten ter beschikking van respectievelijk de adjunct-arrondissementscommissaris van Tongeren en de arrondissementscommissaris van Moeskroen, die deze onmiddellijk ter beschikking stellen van de voorzitters van de stembureaus die door de minister van Binnenlandse Zaken aangewezen werden in toepassing van artikel 89bis."

Art. 12. In artikel 94 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden "tweeënzestig dagen vóór die van de verkiezing" vervangen door de woorden "zes maanden vóór de verkiezingsdag";

2° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"In de kieskringen waar geen zetel van een rechtbank van eerste aanleg gevestigd is, wordt het hoofdbureau voorgezeten door de voorzitter van de afdeling van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats of, bij zijn ontstentenis, door de magistraat die hem vervangt.";

3° in het vijfde lid worden de woorden "van de hoofdplaats" opgeheven;

4° in het zevende lid wordt het woord "uitsluitend" vervangen door de woorden "met name".

Art. 13. In artikelen 95, 101, 104, 129, 151, 161, 165 en 177 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "stemopnemingsbureaus" telkens vervangen door het woord "telbureaus".

Art. 14. In artikelen 95, 129, 131, 147, 149, 150, 151, 154, 155, 156, 161, 162, eerste lid, 180quinquies en 180septies van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "stemopnemingsbureau" telkens vervangen door het woord "telbureau".

Art. 15. In artikelen 95, 129, 147, 154, 156, 161, 165, 180quinquies en 200 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "stemopneming" telkens vervangen door het woord "telling".

Art. 16. À l'article 95 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

“§ 2. Le bureau principal de canton est établi au chef-lieu du canton et présidé:

1° par le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;

2° par le président de la division du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le siège d'une division du tribunal de première instance;

3° par le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

4° par un juge de paix de l'arrondissement judiciaire lorsque le chef-lieu du canton électoral ne coïncide pas avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

5° par un suppléant des juges de paix visés au 4°;

6° au besoin par une personne visée au au paragraphe 4, alinéa 3, 1° à 5°.”;

2° dans le paragraphe 3, les mots “désigné au moins trente-trois jours avant celui de l'élection par le président du bureau principal de la circonscription électorale dont dépend le canton après avis du président des juges de paix de l'arrondissement judiciaire” sont remplacés par les mots “désigné, dans les cas visés à l'article 105, au moins quatre mois avant le jour de l'élection, et, dans le cas visé à l'article 106, au moins trente-trois jours avant celui de l'élection par le président du bureau principal de la circonscription électorale dont dépend le canton, après avis du président des juges de paix de l'arrondissement judiciaire lorsque la désignation est effectuée en application des dispositions du paragraphe 2, 4° et 5°”;

3° le paragraphe 4, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit:

“Les présidents des bureaux de vote et les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement sont désignés dans les plus brefs délais et au plus tard trois jours avant celui de l'élection. Le président du bureau principal de canton peut, s'il le juge nécessaire, procéder à la désignation de présidents suppléants de bureau de vote et de dépouillement. Le président du bureau principal de canton notifie aussitôt les désignations visées aux deux premières phrases aux intéressés par envoi recommandé et à l'autorité communale.”;

4° dans le paragraphe 4, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit:

“Dans le canton électoral, ces personnes sont désignées, de manière aléatoire en veillant à prendre les mesures suffisantes pour garantir ce caractère aléatoire, parmi les catégories suivantes:

1° les magistrats de l'Ordre judiciaire;

2° les magistrats en formation;

3° les avocats et les avocats stagiaires;

4° les notaires;

5° les huissiers de justice;

6° les greffiers en chef, les greffiers chef de service et les greffiers des cours, tribunaux et justices de paix ainsi que les secrétaires en chef, les secrétaires chef de service et les secrétaires de parquet;

7° les titulaires des professions réglementées suivantes: agent immobilier, architecte, expert-comptable, géomètre-expert, pharmacien et réviseur d'entreprises;

8° les titulaires de fonctions relevant de l'État, des communautés et des régions et les titulaires d'un grade équivalent relevant des provinces, des communes, des centres publics d'aide sociale, de tout organisme d'intérêt public visé ou non par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ou des entreprises publiques autonomes visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

9° le personnel enseignant.

Art. 16. In artikel 95 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. Het kantonhoofdbureau is in de hoofdplaats van het kanton gevestigd en wordt voorgezeten:

1° door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of zijn plaatsvervanger in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van een gerechtelijk arrondissement;

2° door de voorzitter van de afdeling van de rechtbank van eerste aanleg of zijn plaatsvervanger in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de zetel van een afdeling van de rechtbank van eerste aanleg;

3° door de vrederechter in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van een gerechtelijk kanton;

4° door een vrederechter van het gerechtelijk arrondissement wanneer de hoofdplaats van het kieskanton niet samenvalt met de hoofdplaats van een gerechtelijk kanton;

5° door een plaatsvervanger van de in de bepaling onder 4° bedoelde vrederechters;

6° indien nodig, door een persoon bedoeld in paragraaf 4, derde lid, 1° tot 5°.”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “aangewezen minstens drieëndertig dagen vóór die van de verkiezingen door de voorzitter van het kieskringhoofdbureau waarvan het kanton afhangt na advies van de voorzitter van de vrederechters van het gerechtelijk arrondissement” vervangen door de woorden “aangewezen, in de in artikel 105 bedoelde gevallen, minstens vier maanden vóór de dag van de verkiezingen en, in het in artikel 106 bedoelde geval, minstens drieëndertig dagen vóór de dag van de verkiezingen, door de voorzitter van het kieskringhoofdbureau waarvan het kanton afhangt na advies van de voorzitter van de vrederechters van het gerechtelijk arrondissement wanneer de aanwijzing gebeurt in toepassing van de bepalingen van paragraaf 2, 4° en 5°”;

3° paragraaf 4, tweede lid, wordt vervangen als volgt:

“De voorzitters van de stembureaus en de voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de telbureaus worden zo snel mogelijk en uiterlijk drie dagen vóór die van de verkiezing aangewezen. De voorzitter van het kantonhoofdbureau mag, als hij dat nodig acht, plaatsvervangende voorzitters voor de stem- en telbureaus aanwijzen. De voorzitter van het kantonhoofdbureau betekent de aanwijzingen bedoeld in de eerste twee zinnen onmiddellijk via aangetekende zending aan de betrokkenen en de gemeenteoverheid.”;

4° in paragraaf 4 worden het derde en vierde lid vervangen als volgt:

“In het kieskanton worden deze personen, willekeurig en ervoor zorgend dat er voldoende maatregelen genomen worden om dit willekeurige karakter te garanderen, aangewezen onder de volgende categorieën:

1° de magistraten van de Rechterlijke Orde;

2° de magistraten in opleiding;

3° de advocaten en de stagedoende advocaten;

4° de notarissen;

5° de gerechtsdeurwaarders;

6° de hoofdgriffiers, de griffiers-hoofden van dienst en de griffiers van de hoven, rechtbanken en vrederegerechten, alsook de hoofdsecretarissen, de secretarissen-hoofden van dienst en de parketsecretarissen;

7° de beoefenaars van de volgende gereguleerde beroepen: makelaar, architect, accountant, landmeter-expert, apotheker en bedrijfsrevisor;

8° de bekleeders van een ambt die onder de Staat, de gemeenschappen en de gewesten ressorteren en de bekleeders van een gelijkwaardige graad die ressorteren onder de provincies, gemeenten, openbare centra voor maatschappelijk welzijn, instellingen van openbaar nut al dan niet bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, of autonome overheidsbedrijven bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

9° het onderwijzend personeel.

Si le président du bureau principal de canton rencontre des difficultés à composer les bureaux de vote et de dépouillement de manière telle que le bon déroulement du scrutin pourrait en être affecté, il peut de manière motivée procéder aux désignations visées à l'alinéa 3 sans que le caractère aléatoire ne soit garanti.

Au besoin, les désignations visées à l'alinéa 3, sont effectuées parmi les volontaires et parmi les électeurs de la circonscription électorale.

En vue de permettre aux autorités concernées de constituer les listes visées au paragraphe 12, alinéa 1^{er}, 1°, l'Office national de sécurité sociale, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, la Banque-Carrefour des Entreprises ainsi que les associations professionnelles des catégories visées à l'alinéa 3, 3^o, 4^o, 5^o et 7^o, transmettent les nom, prénoms, numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, adresse et profession, des personnes visées à l'alinéa 3, 1° à 9°, aux administrations communales où ces personnes ont établi leur résidence principale. Les administrations communales enregistrent ces données dans les registres de la population.

Le Roi détermine les modalités de communication électronique des données visées à l'alinéa 6, en ce compris la fréquence de cette communication, les moyens électroniques utilisés et la gestion de l'information reçue en cas de fin d'exercice d'une profession visée à l'alinéa 3, 1° à 9°.

5° le paragraphe 4 est complété par l'alinéa suivant:

“La personne, à l'exception des personnes mentionnées au § 4, alinéa 3, 8°, qui a déjà exercé au moins deux fois la fonction d'assesseur dans un bureau de vote ou de dépouillement, à partir des premières élections suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition et sur la base de l'enregistrement dans les registres de la population de l'exercice effectif de cette fonction, est dispensée à sa demande de l'obligation d'exercer à nouveau cette fonction. Cette demande doit être adressée au moins 40 jours avant le jour des élections à la commune où le demandeur a sa résidence afin que celle-ci puisse enregistrer la dispense dans les registres de la population. Cette demande ne dispense pas la personne concernée d'une éventuelle désignation d'office en tant qu'assesseur conformément à l'article 103.”;

6° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit:

“§ 5. Toute personne qui, sans motif valable, se sera soustraite à la désignation prévue au paragraphe 4 sans avoir introduit de demande de dispense dans le délai fixé dans ce même paragraphe ou sans avoir fait connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé dans le paragraphe 10, alinéa 1^{er}, et toute personne qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée sera punie d'une amende de cinquante à deux cents euros.”;

7° dans le paragraphe 6, les mots “se complète lui-même” sont remplacés par les mots “se complète lui-même ou fait appel, si le président du bureau principal de canton a fait usage de cette possibilité, à un président suppléant désigné en application du paragraphe 4, alinéa 2”;

8° dans le paragraphe 7, les mots “du canton” sont remplacés par les mots “de la circonscription électorale”;

9° dans le paragraphe 9, les mots “parmi les électeurs de la section sachant lire et écrire” sont remplacés par les mots “de préférence parmi les électeurs de la section de vote”;

10° le paragraphe 10, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit:

“Sera puni d'une amende de cinquante à deux cents euros, le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui n'aura pas fait connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé ou qui, sans cause légitime, se sera abstenu de remplir les fonctions conférées. Le recours à la demande de dispense dans les conditions prévues au paragraphe 4 n'entraîne pas l'application de cette incrimination.”;

11° le paragraphe 12 est remplacé par ce qui suit:

“§ 12. Durant le deuxième mois qui précède celui de l'élection dans le cas visé à l'article 105, ou dès que la date du scrutin est fixée dans le cas visé à l'article 106, le collège des bourgmestre et échevins ou le collège communal transmet électroniquement au bureau principal de canton dont la commune fait partie:

1° une liste reprenant les personnes susceptibles d'être investies d'une des fonctions mentionnées au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 1° à 3°, qui appartiennent aux catégories visées au paragraphe 4, alinéa 3, 1° à 9°, et qui sont électeurs dans le canton électoral. Cette liste qui comprend les

Indien de voorzitter van het kantonhoofdbureau zodanige problemen ondervindt bij het samenstellen van de stem- en telbureaus dat het goede verloop van de stemming erdoor in het gedrang zou komen, mag hij, op met redenen omklede wijze, overgaan tot de aanwijzingen bedoeld in het derde lid, zonder dat het willekeurige karakter gegarandeerd is.

Indien nodig, gebeuren de aanwijzingen bedoeld in het derde lid onder de vrijwilligers en onder de kiezers van de kieskring.

Omdat de betrokken overheden de in paragraaf 12, eerste lid, 1°, bedoelde lijsten zouden kunnen samenstellen, sturen de Rijksdienst voor de Sociale zekerheid, het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, de Kruispuntbank van de Sociale zekerheid, de Kruispuntbank van Ondernemingen alsmede de beroepsverenigingen van de categorieën bedoeld in het derde lid, 3°, 4°, 5° en 7°, de naam, de voornamen, het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, het adres en het beroep van de in het derde lid, 1° tot 9°, bedoelde personen door naar de gemeentebesturen waar deze personen hun hoofdverblijfplaats gevestigd hebben. De gemeentebesturen registreren deze gegevens in de bevolkingsregisters.

De Koning bepaalt de nadere regels voor de elektronische uitwisseling van de in het zesde lid bedoelde gegevens, met inbegrip van de regelmaat van deze uitwisseling, de gebruikte elektronische middelen en het beheer van het ontvangen informatiegegeven in geval van stopzetting van een beroep bedoeld in het derde lid, 1° tot 9°.

5° paragraaf 4 wordt aangevuld met het volgende lid:

“De persoon, met uitzondering van de personen vermeld in paragraaf 4, derde lid, 8°, die reeds minstens twee keer de functie van bijzitter in een stem- of telbureau heeft uitgeoefend, en dit vanaf de eerstvolgende verkiezingen volgend op de inwerkingtreding van deze bepaling en op basis van de registratie in de bevolkingsregisters van de effectieve uitoefening van deze functie, wordt op zijn verzoek vrijgesteld van de verplichting om die functie nogmaals uit te oefenen. Dat verzoek dient minstens 40 dagen voor de dag van de verkiezingen te worden gericht aan de gemeente waar deze aanvrager zijn verblijfplaats heeft, opdat deze gemeente de vrijstelling in de bevolkingsregisters zou kunnen registreren. Dit verzoek ontslaat de betrokken persoon niet van een eventuele ambtshalve aanwijzing als bijzitter overeenkomstig artikel 103.”;

6° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

“§ 5. Ieder die zich, zonder geldige reden, onttrekt aan de aanwijzing voorzien in paragraaf 4, zonder een verzoek tot vrijstelling te hebben ingediend binnen de termijn bepaald in diezelfde paragraaf, of zonder de reden van zijn verhindering te hebben opgegeven binnen de termijn bepaald in paragraaf 10, eerste lid, of zonder geldige reden, en ieder die door zijn schuld, zijn onvoorzichtigheid of zijn nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd euro.”;

7° in paragraaf 6 worden de woorden “zorgt het bureau voor de nodige aanvulling” vervangen door de woorden “zorgt het bureau zelf voor de nodige aanvulling of doet het een beroep op een met toepassing van paragraaf 4, tweede lid, aangewezen plaatsvervangende voorzitter, als de voorzitter van het kantonhoofdbureau deze mogelijkheid gebruikt heeft”;

8° in paragraaf 7 worden de woorden “van het kanton” vervangen door de woorden “van de kieskring”;

9° in paragraaf 9 worden de woorden “onder de kiezers van de stemafdeling die kunnen lezen en schrijven” vervangen door de woorden “bij voorkeur onder de kiezers van de stemafdeling”;

10° paragraaf 10, derde lid, wordt vervangen als volgt:

“Wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd euro, de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die de redenen van zijn/haar verhindering niet opgegeven heeft binnen de vastgelegde termijn of die het, zonder wettige reden, nagelaten heeft om het opgedragen ambt te vervullen. Het gebruik van het verzoek tot vrijstelling onder de voorwaarden bepaald in paragraaf 4 geeft geen aanleiding tot deze strafbaarstelling.”;

11° paragraaf 12 wordt vervangen als volgt:

“§ 12. Tijdens de tweede maand die voorafgaat aan die van de verkiezing in het geval bedoeld in artikel 105, of zodra de datum van de stemming vastgesteld is in het geval bedoeld in artikel 106, verstuurt het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege elektronisch naar het kantonhoofdbureau waarvan de gemeente deel uitmaakt:

1° een lijst met de personen die in aanmerking komen om één van de functies vermeld in paragraaf 4, eerste lid, 1° tot 3°, uit te oefenen, behoren tot de categorieën bedoeld in paragraaf 4, derde lid, 1° tot 9°, en kiezers zijn in het kieskanton. Deze lijst die de naam, de voornamen,

nom, prénoms, numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, adresse et profession de ces personnes, est transmise au plus tard le trente-troisième jour avant l'élection;

2° une liste reprenant les électeurs qui pourraient être désignés, conformément au paragraphe 9, à raison de vingt-quatre personnes par section de vote. Cette liste, comportant les mêmes données que celles visées au 1°, ne peut pas comprendre les personnes visées au 1°. Elle est transmise au président du bureau principal de canton trente-trois jours au moins avant l'élection.

Les listes visées à l'alinéa 1^{er} sont détruites le surlendemain du jour de la validation des élections.”.

Art. 17. À l'article 95bis du même Code, inséré par la loi du 13 février 2007 et modifié par les lois des 6 janvier 2014 et 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “ministre de l'Intérieur” sont remplacés par les mots “Service public fédéral Intérieur”;

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“Les données transmises, qui seront utilisées en vue de pouvoir prendre contact avec ces présidents dans le cadre de la gestion des opérations électorales et en vue de gérer les accès des utilisateurs au logiciel, visé à l'article 165, alinéas 1 à 3, sont le nom, le prénom, le numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, la fonction, l'adresse électronique et le numéro de téléphone.

En vue de permettre une gestion des opérations électorales lors d'élections anticipées, ces données sont, moyennant l'accord préalable des personnes concernées, conservées par le Service public fédéral Intérieur jusqu'au jour de l'élection faisant suite à l'élection lors de laquelle ces données ont été transmises.”.

Art. 18. Dans le même Code, il est inséré un article 95ter rédigé comme suit:

“Art. 95ter. Le collège des bourgmestre et échevins ou le collège communal désigne dans chaque commune au moins quatre mois avant le jour de l'élection, et, dans le cas visé à l'article 106, au moins trente-cinq jours avant celui de l'élection, un membre du personnel de l'administration communale chargé de la coordination des tâches relatives à l'organisation des élections qui sont attribuées au collège des bourgmestre et échevins ou au collège communal. Cette personne est le point de contact de la commune pour les bureaux électoraux principaux, pour le Service public fédéral Intérieur et pour les citoyens.

Les coordonnées du membre du personnel de l'administration communale visé à l'alinéa 1^{er} sont transmises par voie digitale au Service public fédéral Intérieur dans les vingt-quatre heures suivant sa désignation.

Les données transmises, qui sont utilisées en vue de pouvoir prendre contact avec ces personnes dans le cadre de la gestion des opérations électorales et en vue de gérer les accès de ces personnes au logiciel permettant aux communes de transmettre les informations relatives aux bureaux de vote et de dépouillement, sont le nom, le prénom, le numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, la fonction, l'adresse électronique et le numéro de téléphone.

En vue de permettre une gestion des opérations électorales lors d'élections anticipées, ces données sont, moyennant l'accord préalable des personnes concernées, conservées par le Service public fédéral Intérieur jusqu'au jour de l'élection faisant suite à l'élection lors de laquelle ces données ont été transmises.

Le membre du personnel de l'administration communale de la commune chef-lieu de canton a le droit d'assister aux réunions du bureau principal de canton avec voix consultative.”.

Art. 19. Dans l'article 96, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 5 juillet 1976, les mots “magistrat président le bureau principal du canton. Ce magistrat en fait tenir un extrait aux intéressés.” sont remplacés par les mots “président du bureau principal de canton.”.

Art. 20. Dans l'article 101 du même Code, rétabli par la loi du 14 avril 2009 et modifié par la loi du 19 avril 2018, les mots “bureaux principaux” sont remplacés par les mots “présidents des bureaux principaux”.

het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, het adres en het beroep van die personen vermeldt, wordt uiterlijk de drieëndertigste dag vóór de verkiezing doorgestuurd;

2° een lijst met de kiezers die krachtens paragraaf 9 aangewezen zouden kunnen worden ten belope van vierentwintig personen per stemafdeling. Deze lijst, die dezelfde gegevens bevat als die bedoeld in de bepaling onder 1°, mag geen personen bevatten die bedoeld worden in de bepaling onder 1°. Deze lijst wordt uiterlijk drieëndertig dagen vóór de verkiezing naar de voorzitter van het kantonhoofdbureau doorgestuurd.

De in het eerste lid bedoelde lijsten worden de tweede dag na de geldigverklaring van de verkiezingen, vernietigd.”.

Art. 17. In artikel 95bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 februari 2007 en gewijzigd bij de wetten van 6 januari 2014 en 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° de woorden “minister van Binnenlandse Zaken” worden vervangen door de woorden “Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken”;

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“De doorgestuurde gegevens, die gebruikt zullen worden om met deze voorzitters contact te kunnen opnemen in het kader van het beheer van de kiesverrichtingen en om de toegang van de gebruikers tot de software, bedoeld in artikel 165, eerste tot derde lid, te beheren, zijn de naam, de voornaam, het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, de functie, het elektronisch adres en het telefoonnummer.

Met het oog op een beheer van de kiesverrichtingen bij vervoegde verkiezingen, worden deze gegevens, mits het voorafgaande akkoord van de betrokken personen, door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken bewaard tot de dag van de verkiezing die volgen op de verkiezing waarvoor deze gegevens megedeeld werden.”.

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 95ter ingevoegd, luidende:

“Art. 95ter. Het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege wijst in elke gemeente minstens vier maanden vóór de dag van de verkiezingen en, in het in artikel 106 bedoelde geval, minstens vijfendertig dagen vóór de dag van de verkiezingen, een personeelslid van het gemeentebestuur aan dat belast is met de coördinatie van de taken betreffende de organisatie van de verkiezingen die aan het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege toevertrouwd worden. Deze persoon is het contactpunt van de gemeente voor de kieshoofdbureaus, de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en de burgers.

De contactgegevens van het in het eerste lid bedoelde personeelslid van het gemeentebestuur worden digitaal naar de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken doorgestuurd binnen de vierentwintig uur na zijn aanwijzing.

De doorgestuurde gegevens, die gebruikt worden om met deze personen contact te kunnen opnemen in het kader van het beheer van de kiesverrichtingen en om de toegang van deze personen tot de software waarmee de gemeenten de informatie betreffende de stem- en telbureaus kunnen uitwisselen, te beheren, zijn de naam, de voornaam, het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, de functie, het elektronisch adres en het telefoonnummer.

Met het oog op een beheer van de kiesverrichtingen bij vervoegde verkiezingen, worden deze gegevens, mits het voorafgaande akkoord van de betrokken personen, door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken bewaard tot de dag van de verkiezing die volgen op de verkiezing waarvoor deze gegevens megedeeld werden.

Het personeelslid van het gemeentebestuur van de gemeente die kantonhoofdplaats is, heeft het recht om de vergaderingen van het kantonhoofdbureau met adviserende stem bij te wonen.”.

Art. 19. In artikel 96, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, worden de woorden “magistraat die het kantonhoofdbureau voorziet. Deze magistraat doet aan de betrokkenen een uittekensel toekomen.” vervangen door de woorden “voorzitter van het kantonhoofdbureau.”.

Art. 20. In artikel 101 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 14 april 2009 en gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, wordt het woord “kantonhoofdbureaus” vervangen door de woorden “voorzitters van de kantonhoofdbureaus”.

Art. 21. L'article 102 du même Code, remplacé par la loi du 30 juillet 1991 et modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 2001, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 102. Une liste des bureaux de vote et de dépouillement est dressée par canton électoral. Cette liste indique par bureau, le numéro de celui-ci et son adresse.

Cette liste est transmise de manière électronique par le bureau principal de canton au Service public fédéral Intérieur qui prend les mesures nécessaires pour en permettre la consultation en ligne par le public. En outre, le président du bureau principal de canton transmet cette liste au gouverneur de la province ou au fonctionnaire que celui-ci désigne. Le gouverneur de la province ou le fonctionnaire désigné par lui prend les mesures nécessaires pour en permettre la consultation par le public par voie d'affichage.

Toutefois, pour ce qui concerne les cantons électoraux de Fourons et de Comines-Warneton, la liste visée à l'alinéa 1^{er} est envoyée respectivement au commissaire d'arrondissement adjoint de Tongres et au commissaire d'arrondissement de Mouscron. Ceux-ci prennent les mesures nécessaires pour en permettre la consultation par le public par voie d'affichage.”

Art. 22. Dans l'article 103, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 10 février 2014, les mots “Pour cette formation, le président du bureau choisit quatre assesseurs parmi toutes les personnes dont il a été informé de la désignation par le président du bureau principal de canton conformément à l'article 95, § 10, alinéa 4.” sont insérés entre les mots “trois quarts.” et les mots “Si à ce moment”.

Art. 23. À l'article 107 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 10 février 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 6, les mots “jusqu'au jour de l'élection à midi” sont remplacés par les mots “jusqu'à l'heure de fermeture des bureaux de vote dans la commune”;

2° dans l'alinéa 8, les mots “et 130, alinéa 1^{er}, 3^o” sont remplacés par les mots “130, alinéa 1^{er}, 3^o, et 143, alinéas 4 et 5” et les mots “, le sexe” sont abrogés.

Art. 24. Dans l'article 108 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 5 juillet 1976, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“Les électeurs ne peuvent pas se faire remplacer sauf s'ils votent par procuration en application des dispositions de l'article 147bis.”

Art. 25. Dans l'article 109, alinéa 5, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les mots “les observateurs visés à l'article 203bis,” sont insérés entre les mots “avec preuve papier,” et les mots “et les personnes qui”.

Art. 26. Dans l'article 110 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les mots “ni observateur visé à l'article 203bis,” sont insérés entre les mots “avec preuve papier,” et les mots “ni fournisseur”.

Art. 27. L'article 112 du même Code, modifié par la loi du 30 juillet 1991, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 112. Les instructions pour l'électeur [modèle I], les dispositions du titre V et des articles 110 et 111 du présent Code sont affichées dans la salle d'attente.”

Art. 28. L'article 113 du même Code est remplacé par ce qui suit:

“Art. 113. § 1. Un exemplaire du présent Code est disponible dans le bureau de vote.

§ 2. Un exemplaire de la liste des électeurs du bureau de vote, distinct des deux exemplaires visés à l'article 142, alinéa 3, est disponible dans le bureau pour consultation par les électeurs du bureau de vote sur demande au président du bureau de vote qui assure la surveillance de cette consultation. Les éventuelles remarques sont mentionnées dans le procès-verbal du bureau de vote.

Cette liste est conservée dans une enveloppe prévue à cet effet qui est scellée après l'élection et qui est remise au membre du personnel de l'administration communale, visé à l'article 95ter. Cette liste est détruite après que l'élection a été définitivement validée ou annulée.”

Art. 21. Artikel 102 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juli 1991 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 2001, wordt vervangen als volgt:

“Art. 102. Per kieskanton wordt een lijst met de stem- en telbureaus opgemaakt. Deze lijst vermeldt per bureau het bureaunummer en het adres.

Het kantonhoofdbureau verstuurt deze lijst elektronisch naar de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, die de nodige maatregelen neemt opdat het publiek de lijst online zou kunnen raadplegen. Bovendien verstuurt de voorzitter van het kantonhoofdbureau deze lijst naar de provinciegouverneur of naar de door deze laatste aangewezen ambtenaar. De provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar neemt de nodige maatregelen door de lijst op te hangen, zodat het publiek deze kan raadplegen.

Wat echter de kieskantons Voeren en Komen-Waasten betreft, wordt de in het eerste lid bedoelde lijst respectievelijk verstuurd naar de adjunct-arrondissementscommissaris van Tongeren en naar de arrondissementscommissaris van Moeskroen. Zij nemen de nodige maatregelen door de lijst op te hangen, zodat het publiek deze kan raadplegen.”

Art. 22. In artikel 103, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 februari 2014, worden de woorden “Voor deze vorming kiest de bureauvoorzitter vier bijzitters onder alle personen van wier aanwijzing hij door de voorzitter van het kantonhoofdbureau in kennis werd gesteld overeenkomstig artikel 95, § 10, vierde lid.” ingevoegd tussen de woorden “kwart voor acht.” en de woorden “Indien op dat ogenblik”.

Art. 23. In artikel 107 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het zesde lid worden de woorden “tot op de dag van de stemming 's middags” vervangen door de woorden “tot het sluitingsuur van de stembureaus in de gemeente”;

2° in het achtste lid worden de woorden “en 130, eerste lid, 3^o” vervangen door de woorden “130, eerste lid, 3^o, en 143, vierde en vijfde lid” en worden de woorden “, het geslacht” opgeheven.

Art. 24. In artikel 108 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De kiezers mogen zich niet laten vervangen, tenzij ze bij volmacht stemmen met toepassing van de bepalingen van artikel 147bis.”

Art. 25. In artikel 109, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de woorden “de waarnemers bedoeld in artikel 203bis” ingevoegd tussen de woorden “met papieren bewijsstuk,” en de woorden “en de personen die”.

Art. 26. In artikel 110 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de woorden “waarnemer bedoeld in artikel 203bis,” ingevoegd tussen de woorden “met papieren bewijsstuk,” en de woorden “of verlener”.

Art. 27. Artikel 112 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1991, wordt vervangen als volgt:

“Art. 112. De onderrichtingen voor de kiezer [model I] en de bepalingen van Titel V en van de artikelen 110 en 111 van dit Wetboek worden opgehangen in het wachtlokaal.”

Art. 28. Artikel 113 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 113. § 1. In het stembureau is een exemplaar van dit Wetboek beschikbaar.

§ 2. Een exemplaar van de kiezerslijst van het stembureau, onderscheiden van de twee exemplaren zoals voorzien in artikel 142, derde lid, is beschikbaar in het stembureau ter inzage door de kiezers van het stembureau op aanvraag aan de voorzitter van het stembureau die toezicht houdt op deze inzage. Eventuele opmerkingen worden in het proces-verbaal van het stembureau vermeld.

Deze lijst wordt bewaard in een hiertoe voorziene omslag die na de verkiezing terug wordt verzegeld en aan het personeelslid van het gemeentebestuur, zoals bedoeld in artikel 95ter, wordt overgedragen. Deze lijst wordt vernietigd nadat de verkiezing definitief geldig of ongeldig verklaard is.”

Art. 29. À l'article 115 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Les présentations de candidats doivent être déposées de manière électronique auprès du président du bureau principal de la circonscription électorale ou entre ses mains:

1° dans les cas visés à l'article 105, au plus tard le samedi cinquante-septième jour avant celui de l'élection à 12 heures;

2° dans le cas visé à l'article 106, au plus tard le samedi vingt-neuvième jour avant celui de l'élection à 12 heures.

Si la présentation de candidats est déposée entre les mains du président du bureau principal de la circonscription électorale, cette opération se déroule:

1° dans les cas visés à l'article 105, le vendredi cinquante-huitième jour avant celui de l'élection, entre 14 et 16 heures, ou le samedi cinquante-septième jour avant celui de l'élection, entre 9 et 12 heures;

2° dans le cas visé à l'article 106, le vendredi trentième jour avant celui de l'élection, entre 14 et 16 heures, ou le samedi vingt-neuvième jour avant celui de l'élection, entre 9 et 12 heures.”;

2° dans l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 3, les mots “mardi cinquième” sont remplacés par les mots “mardi douzième”;

3° dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 4, les mots “recevra les présentations de candidats.” sont remplacés par les mots “recevra physiquement les présentations de candidats. Ces informations sont également publiées en ligne par le Service public fédéral Intérieur.”;

4° dans l'alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 5, le mot “Quinze” est remplacé par le mot “Vingt-deux”.

Art. 30. À l'article 115bis du même Code, inséré par la loi du 16 mai 1949 et modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots “Chaque formation politique représentée par au moins un parlementaire dans l'une ou l'autre des assemblées parlementaires européenne, fédérales, communautaires ou régionales peut déposer un acte demandant la protection du sigle ou logo” sont remplacés par les mots “Chaque formation politique, représentée par au moins un parlementaire dans l'une ou l'autre des assemblées parlementaires européenne, fédérales, communautaires ou régionales, ceci à la suite du dépôt de listes de candidats lors de la dernière élection de l'assemblée concernée, peut déposer un acte demandant la protection du sigle”;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéas 2 et 3, les mots “ou logo” sont chaque fois abrogés;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots “ou d'un logo” et “ou un logo” sont abrogés;

4° dans le paragraphe 2, alinéas 2 à 4, les mots “ou logos” et “ou logo” sont chaque fois abrogés.

Art. 31. Dans l'article 115ter du même Code, inséré par la loi du 18 décembre 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les mots “ou logo” sont chaque fois abrogés.

Art. 32. À l'article 116 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 2 est rétabli comme suit:

“Par leur signature, les électeurs et les membres sortants visés au paragraphe 1^{er} déclarent soutenir une liste de candidats dont ils ont pris connaissance du sigle, du nombre de candidats et de l'identité de ceux-ci.”;

2° dans le paragraphe 3, les mots “, soit par une des trois personnes que les candidats désignent parmi les électeurs de la circonscription visés au paragraphe 1^{er}, soit par un des deux candidats désignés par les parlementaires présents” sont remplacés par les mots “par un des trois candidats désignés soit par les électeurs de la circonscription visés au § 1^{er}, soit par les parlementaires présents” et les mots “est certifiée” sont remplacés par les mots “ainsi que leur signature sont certifiées”;

3° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots “, un bourgmestre” sont insérés entre les mots “un juge de paix” et les mots “ou un notaire”, les mots “, la profession” sont abrogés, les mots “l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983” sont remplacés par les mots “l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983” et les mots “, à l'exception du sexe,” sont insérés entre

Art. 29. In artikel 115 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“De voordrachten van de kandidaten moeten elektronisch ingediend worden bij of persoonlijk afgegeven worden aan de voorzitter van het kieskringhoofdbureau:

1° in de in artikel 105 bedoelde gevallen, uiterlijk op zaterdag, de zeventienvijftigste dag vóór de dag van de verkiezing, om 12 uur;

2° in het in artikel 106 bedoelde geval, uiterlijk op zaterdag, de negentwintigste dag vóór de dag van de verkiezing, om 12 uur.

Indien de voordrachten van de kandidaten persoonlijk aan de voorzitter van het kieskringhoofdbureau afgegeven worden, moet dat gebeuren:

1° in de in artikel 105 bedoelde gevallen, op vrijdag, de achtentwintigste dag vóór de dag van de verkiezingen, tussen 14 en 16 uur, of op zaterdag, de zeventienvijftigste dag vóór de dag van de verkiezingen, tussen 9 en 12 uur;

2° in het in artikel 106 bedoelde geval, op vrijdag, de dertigste dag vóór de dag van de verkiezing, tussen 14 en 16 uur, of op zaterdag, de negentwintigste dag vóór de dag van de verkiezing, tussen 9 en 12 uur.”;

2° in het vroegere tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden “dinsdag, de vijfde” vervangen door de woorden “dinsdag, de twaalfde”;

3° in het vroegere derde lid, dat het vierde lid wordt, worden de woorden “de voordrachten van kandidaten in ontvangst zal nemen.” vervangen door de woorden “de voordrachten van de kandidaten fysiek in ontvangst zal nemen”. De Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken publiceert deze informatie tevens online.”;

4° in het vroegere vierde lid, dat het vijfde lid wordt, wordt het woord “vijftien” vervangen door het woord “tweëntwintig”.

Art. 30. In artikel 115bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 16 mei 1949 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “Elke politieke formatie die door ten minste één parlamentslid vertegenwoordigd is in een van de parlementaire assemblees, ongeacht of zulks op Europees, federaal, gemeenschaps- dan wel gewestelijk niveau is, kan een akte neerleggen waarin ze bescherming vraagt van het letterwoord of het logo” vervangen door de woorden “Elke politieke formatie die door ten minste één parlamentslid vertegenwoordigd is in één van de parlementaire assemblees op Europees, federaal, gemeenschaps- dan wel gewestelijk niveau, dit na de indiening van kandidatenlijsten bij de laatste verkiezing van de desbetreffende assemblee, kan een akte neerleggen om de bescherming van het letterwoord te vragen.”;

2° in paragraaf 1, tweede en derde lid, worden de woorden “of het logo”, “of dat logo” en “of logo” telkens opgeheven;

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “of logo” opgeheven;

4° in paragraaf 2, tweede tot vierde lid, worden de woorden “of logo's” en “of logo” telkens opgeheven.

Art. 31. In artikel 115ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 december 1998 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de woorden “of logo” telkens opgeheven.

Art. 32. In artikel 116 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt hersteld als volgt:

“Door hun handtekening verklaren de kiezers en de aftredende leden bedoeld in paragraaf 1 dat zij een kandidatenlijst ondersteunen waarvan zij kennis genomen hebben van het letterwoord, het aantal kandidaten en hun identiteit.”;

2° in paragraaf 3 worden de woorden “, hetzij door een van de drie daartoe door de kandidaten onder de in paragraaf 1 aangewezen kiezers, hetzij door een van de twee daartoe door de voordragende parlamentsleden aangewezen kandidaten” vervangen door de woorden “door één van de drie kandidaten aangewezen hetzij door de kiezers van de kieskring bedoeld in § 1, hetzij door de voordragende parlamentsleden” en worden de woorden “wordt vastgesteld” vervangen door de woorden “en hun handtekening worden gecertificeerd”;

3° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden “, een burgemeester” ingevoegd tussen de woorden “een vrederechter” en de woorden “of een notaris”, worden de woorden “, het beroep” opgeheven, worden de woorden “bedoeld in artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 2,

les mots “mêmes indications” et les mots “sont, le cas échéant”;

4° dans le paragraphe 4, l’alinéa 1^{er} est complété par les phrases suivantes:

“Avec l’accord écrit du candidat, l’adresse électronique de celui-ci et son numéro de téléphone peuvent être enregistrés par le président du bureau principal de circonscription en vue d’être transmis au greffe de la Chambre des représentants qui pourra se servir de ces données en vue de contacter les candidats désignés élus après l’élection. Ces données sont toutefois détruites un mois après la validation du scrutin.”;

5° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots “ou le logo”, “ou le logo, ce dernier étant la représentation graphique du nom de la liste,” et “ou logo” sont abrogés et il est inséré entre la première phrase et la deuxième phrase, une phrase rédigée comme suit:

“Le Roi détermine la liste des caractères pouvant être utilisés.”;

6° dans le paragraphe 4, alinéa 3, les mots “ou logo” et “ou logos” sont abrogés;

7° dans le paragraphe 4, alinéa 4, les mots “ou logo” sont chaque fois abrogés;

8° dans le paragraphe 4, l’alinéa 6 est complété par la phrase suivante: “L’acte d’acceptation de la candidature peut être établi de manière commune à tous les candidats d’une même liste ou être établie individuellement pour un ou plusieurs candidats d’une même liste le cas échéant.”;

9° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Les données des candidats qui acceptent leur candidature peuvent être transmises en application de l’article 240bis. Les noms et prénoms tels qu’ils sont mentionnés sur le bulletin de vote, à l’exception du nom du conjoint ou du conjoint décédé utilisé en application de l’alinéa 1^{er}, la liste de candidats sur laquelle figurent ces candidats ainsi que les résultats électoraux qui y sont associés, sont conservés et librement accessibles de manière illimitée, pour permettre la réalisation de recherche historique par toute personne, sur le site web des résultats électoraux du Service public fédéral Intérieur et auprès des Archives de l’Etat.”;

10° dans le paragraphe 5, l’alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante:

“Une fois l’acte de présentation remis au président du bureau principal de circonscription, le candidat acceptant n’est plus autorisé à retirer valablement sa candidature qu’avec l’assentiment des signataires de l’acte de présentation et de tous ses colistiers.”;

11° dans le paragraphe 5, l’alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“Dans leur acte d’acceptation, les candidats désignent, parmi eux, trois candidats qu’ils autorisent à faire le dépôt de cet acte.”;

12° dans le paragraphe 6, alinéa 5, les mots “, datés et déposés contre récépissé par les demandeurs” sont remplacés par les mots “et datés par les demandeurs et déposés contre récépissé par les demandeurs ou par une personne mandatée par ceux-ci”.

Art. 33. Dans l’article 118, alinéas 5 et 6, du même Code, modifié par la loi du 19 février 2003, les mots “ou logo” sont chaque fois abrogés.

Art. 34. À l’article 119, alinéa 4, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° la première phrase est complétée par les mots “de manière digitale”;

2° l’alinéa est complété par les phrases suivantes:

“Le ministre de l’Intérieur assure la publication en ligne du procès-verbal d’arrêt provisoire des listes de candidats. Ce procès-verbal publié ne contient pas les données des témoins des listes de candidats et ne contenant, en ce qui concerne les candidats, que les noms et prénoms de ceux-ci.”.

Art. 35. Dans l’article 119sexies du même Code, inséré par la loi du 19 février 2003 et modifié par la loi du 6 janvier 2014, les mots “et les logos” sont abrogés.

§ 3, van de wet van 8 augustus 1983” en worden de woorden “, met uitzondering van het geslacht,” ingevoegd tussen de woorden “dezelde vermeldingen” en het woord “aangebracht”;

4° in paragraaf 4 wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zinnen:

“Het elektronisch adres van de kandidaat en zijn telefoonnummer mogen, mits zijn schriftelijk akkoord, door de voorzitter van het kieskringhoofdbureau geregistreerd worden, teneinde doorgestuurd te worden naar de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers, die deze gegevens zal kunnen gebruiken om de verkozen verklaarde kandidaten na de verkiezing te contacteren. Deze gegevens worden echter vernietigd een maand na de geldigverklaring van de stemming.”;

5° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden “of het logo”, “of het logo, waarbij dit laatste de grafische voorstelling is van de naam van de lijst,” en “of logo” opgeheven en wordt er tussen de eerste zin en de tweede zin, een zin ingevoegd, luidende:

“De Koning bepaalt de lijst van de karakters die gebruikt mogen worden.”;

6° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden “of logo” en “of logo’s” opgeheven;

7° in paragraaf 4, vierde lid, worden de woorden “of logo” telkens opgeheven;

8° in paragraaf 4, wordt het zesde lid aangevuld met de volgende zin: “De akte van bewilliging van de kandidaatstelling kan gezamenlijk voor alle kandidaten van éénzelfde lijst opgemaakt worden of individueel voor één of meerdere kandidaten van éénzelfde lijst in voorkomend geval.”;

9° paragraaf 4 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De gegevens van de kandidaten die hun kandidaatstelling aanvaarden, mogen doorgestuurd worden met toepassing van artikel 240bis. De namen en voornamen zoals vermeld op het stembiljet, met uitzondering van de naam van de echtgenoot of overleden echtgenoot gebruikt in toepassing van het eerste lid, de kandidatenlijst waarop deze kandidaten voorkomen, alsook hun desbetreffende kiesresultaten, zullen bewaard worden en zijn onbeperkt toegankelijk met het oog op historisch onderzoek door elkeen, op de website van de kiesresultaten van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en bij het Rijksarchief.”;

10° in paragraaf 5 wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin:

“Eens de voordrachtsakte aan de voorzitter van het kieskringhoofdbureau overhandigd is, kan de bewilligende kandidaat zijn kandidaatstelling niet meer op geldige wijze intrekken, tenzij met de instemming van de ondertekenaars van de voordrachtsakte en van al zijn medekandidaten.”;

11° in paragraaf 5 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“In hun akte van bewilliging wijzen de kandidaten onder hen drie kandidaten aan die zij machtigen om deze akte in te dienen.”;

12° in paragraaf 6, vijfde lid, worden de woorden “door de aanvragers ondertekend, gedagtekend en, tegen ontvangstbewijs, ingediend” vervangen door de woorden “door de aanvragers ondertekend en gedateerd en door hen of door een door hen gemachtigde persoon tegen ontvangstbewijs ingediend”.

Art. 33. In artikel 118, vijfde en zesde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 februari 2003, worden de woorden “of logo” telkens opgeheven.

Art. 34. In artikel 119, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de eerste zin wordt aangevuld met de woorden “op digitale wijze”;

2° het lid wordt aangevuld met de volgende zinnen:

“De minister van Binnenlandse Zaken zorgt voor de online bekendmaking van het proces-verbaal van voorlopige afsluiting van de kandidatenlijsten. Dit bekendgemaakte proces-verbaal bevat geen gegevens van de getuigen van de kandidatenlijsten en, wat de kandidaten betreft, alleen hun namen en voornamen.”.

Art. 35. In artikel 119sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 februari 2003 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de woorden “en de logo’s” opgeheven.

Art. 36. À l'article 123, alinéa 3, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 2 mars 2004, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots "soit dans le cas où un candidat retire valablement sa candidature ou décède au plus tard le jour visé à l'alinéa 1^{er} avant 16 heures, soit" sont insérés entre les mots "n'est recevable que" et les mots "dans le cas où un acte de présentation";

2° dans le 4°, les mot "profession," est abrogé;

3° dans le 7°, les mots "ou au logo" sont abrogés.

Art. 37. Dans l'article 124, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 17 mai 1949, la deuxième phrase est complétée par les mots "de manière digitale".

Art. 38. Dans l'article 126, alinéa 4, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, les mots "de manière digitale" sont insérés entre le mot "signé" et les mots "séance tenante".

Art. 39. À l'article 128 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "ou logo" et les mots "ou le logo" sont abrogés;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les phrases "Le nom de chaque candidat est mentionné en premier lieu sur le bulletin et est imprimé en majuscules. Le prénom suit et, à l'exception de l'initiale, est imprimé en minuscules" sont remplacées par les phrases "Le nom de chaque candidat est mentionné en premier lieu et est suivi du prénom. Le nom et le prénom de chaque candidat sont rédigés sur le bulletin de vote de la même manière qu'ils sont rédigés sur la carte d'identité du candidat. Le Roi règle la manière dont le prénom utilisé par le candidat, qui est différent de celui mentionné sur la carte d'identité et qui est attesté par un acte de notoriété conformément à l'article 116, § 4, alinéa 1^{er}, est rédigé sur le bulletin de vote.";

3° le paragraphe 6 est complété par les phrases suivantes:

"Le ministre de l'Intérieur assure la publication en ligne du procès-verbal d'arrêt définitif des listes de candidats. Ce procès-verbal publié ne contient pas les données des témoins des listes de candidats et ne contenant, en ce qui concerne les candidats, que les noms et prénoms de ceux-ci."

Art. 40. Dans l'article 128*bis* du même Code, inséré par la loi du 17 mai 1949 et modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les mots "articles 126, 127 et 128" sont remplacés par les mots "articles 126, 127, alinéas 2 et 3, et 128, § 3, alinéa 5, et § 6,".

Art. 41. À l'article 128*ter* du même Code, inséré par la loi du 18 décembre 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots "le cinquante et unième jour avant le scrutin à 10 heures," sont abrogés;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots ", au plus tard le cinquante et unième jour avant le scrutin à 10 heures," sont abrogés.

Art. 42. Dans l'article 129, alinéa 3, du même Code, modifié par la loi du 19 avril 2018, les mots "la veille" sont remplacés par les mots "au plus tard le jour".

Art. 43. À l'article 130 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er}, 3°, est complété par les mots "seuls les électeurs visés à l'article 1^{er}, qui sont inscrits dans les registres de la population d'une commune belge, peuvent prétendre au remboursement de ces frais;"

2° dans l'alinéa 1^{er}, il est inséré un 3°*bis* rédigé comme suit:

"3°*bis* la mise en place d'un service de transport adapté vers les bureaux de vote à l'attention des électeurs handicapés, dans les conditions déterminées par le Roi;"

3° dans l'alinéa 5, les mots "selon les règles déterminées par le Roi" sont insérés après les mots "de son ressort";

Art. 36. In artikel 123, derde lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 2 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "hetzij wanneer een kandidaat zijn kandidaatstelling op geldige wijze intrekt of overlijdt uiterlijk op de in het eerste lid bedoelde dag vóór 16 uur, hetzij" worden ingevoegd tussen de woorden "is alleen dan ontvankelijk" en de woorden "wanneer de voordracht";

2° in de bepaling onder 4° worden de woorden "het beroep," opgeheven;

3° in de bepaling onder 7° worden de woorden "of het logo" opgeheven.

Art. 37. In artikel 124, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 17 mei 1949, wordt de tweede zin aangevuld met de woorden "op digitale wijze".

Art. 38. In artikel 126, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de woorden "staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau ondertekend" vervangen door de woorden "staande de vergadering digitaal opgemaakt en ondertekend door de leden van het bureau".

Art. 39. In artikel 128 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "of logo" en de woorden "of het logo" opgeheven;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de zinnen "De naam van elke kandidaat staat eerst vermeld op het stembiljet en wordt in hoofdletters gedrukt. De voornaam volgt en wordt, met uitzondering van de beginletter, in kleine letters gedrukt." vervangen door de zinnen "De naam van elke kandidaat staat eerst vermeld en de voornaam volgt. De naam en de voornaam van elke kandidaat worden op het stembiljet op dezelfde wijze vermeld als op de identiteitskaart van de kandidaat. De Koning bepaalt de manier waarop de door de kandidaat gebruikte voornaam, die verschilt van de voornaam vermeld op de identiteitskaart en die wordt bevestigd door een akte van bekendheid overeenkomstig artikel 116, § 4, eerste lid, op het stembiljet vermeld wordt.";

3° paragraaf 6 wordt aangevuld met de volgende zinnen:

"De minister van Binnenlandse Zaken zorgt voor de online bekendmaking van het proces-verbaal van definitieve afsluiting van de kandidatenlijsten. Dit bekendgemaakte proces-verbaal bevat geen gegevens van de getuigen van de kandidatenlijsten en, wat de kandidaten betreft, alleen hun namen en voornamen."

Art. 40. In artikel 128*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 mei 1949 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de woorden "artikelen 126, 127 en 128" vervangen door de woorden "artikelen 126, 127, tweede en derde lid, en 128, § 3, vijfde lid, en § 6,".

Art. 41. In artikel 128*ter* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 december 1998 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "op de éénnenvijftigste dag vóór de stemming om 10 uur" opgeheven;

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden ", uiterlijk de éénnenvijftigste dag vóór de stemming vóór 10 uur," opgeheven.

Art. 42. In artikel 129, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de woorden "Op de vooravond van de verkiezing" vervangen door de woorden "Uiterlijk op de dag van de verkiezing".

Art. 43. In artikel 130 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid, 3°, wordt aangevuld met de woorden "enkel de in artikel 1 bedoelde kiezers die in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente ingeschreven zijn, kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van deze kosten;"

2° in het eerste lid wordt een bepaling onder 3°*bis* ingevoegd, luidende:

"3°*bis* de organisatie van een aangepaste transportdienst naar de stembureaus voor de kiezers met een handicap, onder de door de Koning vastgelegde voorwaarden;"

3° in het vijfde lid worden de woorden ", volgens de door de Koning vastgelegde regels" ingevoegd na de woorden "die eronder ressorteren";

4° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“Pour le paiement des jetons, indemnités et frais visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, le ministre de l'Intérieur est autorisé à enregistrer le nom, prénom, numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, ainsi que le numéro de compte bancaire des demandeurs et à conserver ces informations douze mois après le jour des élections afin de pouvoir authentifier correctement les personnes qui introduisent une demande de paiement. Ces données peuvent être transmises à un prestataire en vue de procéder à ce paiement.

Les données visées à l'alinéa précédent qui sont relatives à un demandeur d'un jeton de présence sont transmises, à l'exception du numéro de compte bancaire, à la commune où réside ce demandeur afin que celle-ci enregistre dans les registres de la population le nombre de fois où ce dernier aura siégé en qualité d'assesseur dans un bureau électoral. Cette information est conservée par la commune jusqu'à ce que le demandeur ait atteint l'âge de 80 ans.”.

Art. 44. À l'article 131 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot “Cinq” est remplacé par le mot “Douze”;

2° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit:

“Les témoins ont le droit:

1° d'introduire une réclamation contre la désignation des assesseurs conformément à l'article 103, alinéa 2;

2° de demander, dans un bureau de vote, de procéder à nouveau au tirage au sort de l'emplacement du timbre sur les bulletins de vote conformément à l'article 143, alinéa 2;

3° de signer le procès-verbal et de parapher les timbres;

4° de signer les listes des électeurs servant aux pointages dans un bureau de vote;

5° d'examiner les listes des électeurs servant aux pointages ainsi que tous les documents servant au scrutin;

6° de cacheter les enveloppes visées aux articles 147, 162 et 179;

7° de faire consigner leurs réclamations dans les procès-verbaux.

Une fois le serment prêté, les témoins ne peuvent plus être remplacés.”.

Art. 45. Dans l'article 142, alinéa 3, du même Code, modifié par la loi du 26 décembre 1950, les mots “carte d'identité” sont remplacés par les mots “document d'identité”, les mots “d'appel” sont remplacés par les mots “des électeurs servant aux pointages”, les mots “de la carte d'identité” sont remplacés par les mots “du document d'identité” et les mots “l'une et l'autre liste” sont remplacés par les mots “le relevé visé à l'article 146, alinéa 2”.

Art. 46. Dans l'article 143, alinéa 4, du même Code remplacé par la loi du 19 avril 2018, les mots “d'un guide ou d'un soutien” sont remplacés par les mots “de la personne de son choix”.

Art. 47. L'article 144 du même Code, modifié par la loi du 13 décembre 2002, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 144. L'électeur formule son vote de la manière suivante.

À l'aide du crayon électoral, il appose une marque dans la case de son choix:

1° soit dans la case placée en tête de liste, s'il adhère à l'ordre de présentation de la liste de son choix;

2° soit, s'il veut modifier cet ordre, dans la case placée à côté du nom de celui ou de ceux des candidats titulaires et/ou suppléants d'une même liste à qui il entend donner par préférence son suffrage.

Si l'électeur marque son choix à la fois en tête de liste et à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats titulaires et/ou suppléants, le vote en tête de liste sera considéré comme non avenu et seuls les votes pour les candidats titulaires et/ou suppléants seront pris en compte.

La marque du vote, même imparfaitement tracée, exprime valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin de vote reconnaissable ne soit manifeste.”.

4° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Voor de betaling van de presentiegelden, vergoedingen en kosten bedoeld in het eerste lid, 2° en 3°, is de minister van Binnenlandse Zaken gemachtigd om de naam, de voornaam, het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, en het bankrekeningnummer van de aanvragers te registreren en deze informatiegegevens te bewaren tot twaalf maanden na de dag van de verkiezingen. Deze gegevens zijn immers noodzakelijk om de personen die een betalingsaanvraag indienen, correct te kunnen authentifieren. Deze gegevens mogen naar een dienstverlener doorgestuurd worden met het oog op deze uitbetaling.

De in het vorige lid bedoelde gegevens die betrekking hebben op een aanvrager van een presentiegeld, worden, met uitzondering van het bankrekeningnummer, doorgestuurd naar de gemeente waar deze aanvrager zijn verblijfplaats heeft, opdat deze gemeente in de bevolkingsregisters zou kunnen registreren hoeveel keer de aanvrager als bijzitter in een kiesbureau gezeteld heeft. Deze informatie wordt door de gemeente bewaard totdat de aanvrager de leeftijd van 80 jaar heeft bereikt.”.

Art. 44. In artikel 131 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord “Vijf” vervangen door het woord “Twaalf”;

2° het vijfde lid wordt vervangen als volgt:

“De getuigen hebben het recht om:

1° een bezwaarschrift tegen de aanwijzing van de bijzitters in te dienen overeenkomstig artikel 103, tweede lid;

2° in een stembureau te vragen opnieuw een loting te doen voor de plaats van de stempel op de stembiljetten overeenkomstig artikel 143, tweede lid;

3° het proces-verbaal te ondertekenen en de stempels te paraferen;

4° de kiezerslijsten die voor het afstippen van de kiezers in een stembureau dienen, te ondertekenen;

5° de kiezerslijsten die als afstiplijsten dienen en alle documenten die voor de stemming nodig zijn, te bestuderen;

6° stempels aan te brengen op de omslagen bedoeld in de artikelen 147, 162 en 179;

7° hun bezwaarschriften te laten optekenen in de processen-verbaal;

Zodra de getuigen de eed hebben afgelegd, mogen ze niet meer vervangen worden.”.

Art. 45. In artikel 142, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 december 1950, wordt het woord “identiteitskaart” vervangen door het woord “identiteitsdocument”, wordt het woord “afroepingslijst” vervangen door de woorden “lijst die dient om de kiezers aan te stippen”, worden de woorden “van de identiteitskaart” vervangen door de woorden “van het identiteitsdocument” en worden de woorden “op beide lijsten” vervangen door de woorden “op de in artikel 146, tweede lid, bedoelde lijst”.

Art. 46. In artikel 143, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 april 2018, worden de woorden “door iemand laten begeleiden of bijstaan” vervangen door de woorden “door een persoon van zijn keuze laten bijstaan”.

Art. 47. Artikel 144 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 13 december 2002, wordt vervangen als volgt:

“Art. 144. De kiezer brengt zijn stem uit op de volgende manier.

Hij brengt met behulp van het stempotlood een merkteken aan in het vakje van zijn keuze:

1° hetzij in het vakje bovenaan de lijst, als hij instemt met de voordrachtsvolgorde van de lijst van zijn keuze;

2° hetzij, als hij deze volgorde wil veranderen, in het vakje naast de naam van de kandidaat-titularis(sen) en/of kandidaat-opvolger(s) van éénzelfde lijst aan wie hij zijn stem liefst wil geven.

Als de kiezer tegelijk een merkteken aanbrengt bovenaan de lijst en naast de naam van één of meerdere kandidaat-titularis(sen) en/of kandidaat-opvolger(s) zal de stem bovenaan de lijst beschouwd worden als zijnde van geen waarde en zullen enkel de stemmen voor de kandidaten en/of plaatsvervangers in aanmerking genomen worden.

Het merkteken van de stem, ook al is het op onvolmaakte wijze aangebracht, betekent dat de stem geldig is, tenzij duidelijk blijkt dat het stembiljet moedwillig herkenbaar gemaakt is.”.

Art. 48. À l'article 146 du même Code, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “, d'après les listes tenues par le président ou un assesseur et par le secrétaire, le relevé des électeurs figurant sur les listes électorales de la section de vote et qui n'ont pas pris part à l'élection” sont remplacés par les mots “le relevé des électeurs figurant sur les listes électorales de la section de vote et qui n'ont pas pris part à l'élection. A cet effet, le bureau utilise l'une de deux listes des électeurs servant aux pointages visées à l'article 142, alinéa 3” et les mots “par le président du bureau” sont abrogés;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Il y est également joint un relevé des personnes désignées comme membre du bureau de vote qui ne se sont pas présentées ou qui se sont présentées avec retard. Ce relevé, signé par tous les membres du bureau, est envoyé dans les trois jours, au juge de paix du canton. Le président consigne sur ce relevé les observations formulées et y annexe les pièces qui peuvent lui avoir été transmises par les absents aux fins de justification de leur absence.”.

Art. 49. À l'article 147 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 3, les mots “des cachets de tous les membres du bureau” sont abrogés;

2° dans l'alinéa 7, les mots “met à la disposition du président un véhicule destiné à transporter les plis susvisés” sont remplacés par les mots “peut organiser un service de transport des plis susvisés sous la supervision du président du bureau de vote”.

Art. 50. L'article 147bis du même Code, inséré par la loi du 8 juillet 1970 et modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 147bis. § 1^{er}. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom:

1° l'électeur qui, pour cause de maladie ou de handicap, est dans l'incapacité de se rendre au bureau de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par un médecin sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat;

2° l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service:

a) est retenu à l'étranger de même que les électeurs, membres de sa famille, qui y résident avec lui;

b) se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote.

L'impossibilité visée aux a) et b) est attestée sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3 par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend;

3° l'électeur qui exerce une activité en tant que travailleur indépendant et qui est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison de cette activité. Cette impossibilité est constatée sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3 par le bourgmestre du domicile, ou son délégué, sur présentation du numéro d'entreprise de l'électeur et d'une déclaration sur l'honneur dans laquelle il déclare qu'il lui est impossible de se présenter au bureau de vote. Le Roi détermine le modèle de déclaration sur l'honneur introduite par l'électeur. La demande est introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède le jour de l'élection.

Il en est de même pour les membres de la famille d'un travailleur indépendant exerçant la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain, qui résident avec lui;

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation de privation de liberté par suite d'une mesure judiciaire. Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3;

5° l'électeur qui, en raison de sa participation à une activité faisant suite à sa liberté de manifester sa religion ou ses convictions conformément à l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'Homme, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote. Cette impossibilité est attestée par les organisateurs de l'activité à laquelle participe l'électeur dans le cadre de sa religion ou de ses

Art. 48. In artikel 146 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “maakt het stembureau aan de hand van de lijsten, door de voorzitter of een bijzitter en door de secretaris gehouden, een staat op van de kiezers die op de kiezerslijsten van de stemafdeling voorkomen en niet aan de verkiezing hebben deelgenomen” vervangen door de woorden “maakt het stembureau de staat op van de kiezers die op de kiezerslijsten van de stemafdeling staan, maar niet aan de verkiezing hebben deelgenomen. Daartoe gebruikt het bureau één van de twee kiezerslijsten die dienen als aanstijlijsten bedoeld in artikel 142, derde lid”, en worden de woorden “door de voorzitter van het bureau” geschrapt.

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Er wordt tevens een lijst bijgevoegd van de personen die aangewezen werden als lid van het stembureau, maar niet of te laat zijn komen opdagen. Deze lijst, die door alle bureauleden ondertekend wordt, wordt binnen de drie dagen naar de vrederechter van het kanton gestuurd. De voorzitter vermeldt op deze lijst de geformuleerde opmerkingen en voegt er de stukken bij die hij eventueel van de afwezigen heeft ontvangen om hun afwezigheid te staven.”.

Art. 49. In artikel 147 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden “met de zegels van alle leden van het stembureau” opgeheven;

2° in het zevende lid worden de woorden “stelt het gemeentebestuur voor het vervoer van de bovenbedoelde omslagen een voertuig ter beschikking van de voorzitter” vervangen door de woorden “kan het gemeentebestuur een transportdienst organiseren voor het vervoer van de voormelde omslagen onder het toezicht van de voorzitter van het stembureau”.

Art. 50. Artikel 147bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 8 juli 1970 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. 147bis. § 1. De volgende kiezers kunnen een andere kiezer machtigen om in hun naam te stemmen:

1° de kiezer die wegens ziekte of handicap niet in staat is om zich naar het stembureau te begeven of er naartoe gevoerd te worden. Deze onbekwaamheid wordt door een arts op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier vermeld. Geneesheren die als kandidaat voor de verkiezing zijn voorgedragen, mogen een dergelijk bewijs niet afleveren.

2° de kiezer die om beroeps- of dienstredenen:

a) in het buitenland is opgehouden, alsook de kiezers, leden van zijn gezin die met hem aldaar verblijven;

b) de dag van de stemming in het Koninkrijk is, maar in de onmogelijkheid verkeert zich in het stembureau te melden.

De in de bepalingen onder a) en b) bedoelde onmogelijkheid moet door de militaire of burgerlijke overheid of door de werkgever onder wie de betrokkene ressorteert, vermeld worden op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier;

3° de kiezer die een activiteit als zelfstandige uitoefent en zich wegens die activiteit niet in het stembureau kan melden. De burgemeester van de woonplaats of zijn afgevaardigde vermeldt deze onmogelijkheid op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier, op voorwaarde dat de kiezer zijn ondernemingsnummer voorlegt en een verklaring op erewoord indient waarin hij verklaart niet naar het stembureau te kunnen komen. De Koning bepaalt het model van de door de kiezer ingediende verklaring op erewoord. De aanvraag wordt ingediend bij de burgemeester van de woonplaats ten laatste op de dag vóór de verkiezingsdag.

Hetzelfde geldt voor de gezinsleden van een zelfstandige die het beroep uitoefent van schipper, marktkramer of foorkramer, die op dezelfde plaats verblijven;

4° de kiezer die op de dag van de stemming, ten gevolge van een rechterlijke maatregel, in een toestand van vrijheidsberoving verkeert. Deze toestand wordt door de directie van de inrichting waarin de betrokkene verblijft, op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier vermeld;

5° de kiezer die, wegens zijn deelname aan een activiteit naar aanleiding van zijn vrijheid om zijn godsdienst te belijden of zijn overtuiging tot uiting te brengen krachtens artikel 9 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, in de onmogelijkheid verkeert zich in het stembureau te melden. Deze onmogelijkheid wordt door de organisatoren van de activiteit waaraan de kiezer deelneemt in het

convictions, sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3;

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote. Cette impossibilité est attestée par la direction de l'établissement qu'il fréquente sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote. Cette impossibilité est constatée sur le formulaire de procuration visé au paragraphe 3 par le bourgmestre du domicile ou son délégué, sur présentation par l'électeur des pièces justificatives nécessaires ou, dans le cas où l'électeur se trouve dans l'impossibilité de produire une telle pièce justificative, sur la base d'une déclaration sur l'honneur. Le Roi détermine le modèle de déclaration sur l'honneur introduite par l'électeur. La demande est introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède le jour de l'élection.

§ 2. Peut être désigné comme mandataire, tout autre électeur.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le Roi et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne l'élection pour laquelle elle est valable, les nom, prénoms, date de naissance, adresse et le numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, du mandant et du mandataire. La procuration mentionne également les noms, prénoms et qualité de la personne attestant de l'impossibilité pour l'électeur de se présenter au bureau de vote. Les médecins attestant d'une incapacité visée au paragraphe 1^{er}, 1°, indique leur numéro INAMI.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire. Il est également signé par la personne attestant de l'impossibilité pour l'électeur de se présenter au bureau de vote et comporte le timbre de l'institution, autorité ou société que cette personne représente.

§ 4. Le mandataire vote en premier lieu pour son propre compte dans le bureau de vote qui lui a été assigné.

Pour être reçu à voter pour le mandant, le mandataire se rend au bureau de vote assigné pour le mandant et remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, le formulaire de procuration complété visé au paragraphe 3 et lui présente son document d'identité et sa propre convocation sur laquelle aura été apposé au préalable le timbre portant le nom du canton du bureau de vote du mandataire et la date de l'élection.

Après que le mandataire a voté au nom du mandant, la convocation du mandataire est annotée par le président du bureau de vote du mandant de la mention "a voté par procuration".

§ 5. Les procurations sont jointes au relevé visé à l'article 146, alinéa 1^{er}, et transmises, avec ce relevé, au juge de paix du canton. Les déclarations sur l'honneur remises conformément au paragraphe 1^{er}, 3° et 7°, sont conservées par les administrations communales jusqu'à six mois après l'élection et transmises au juge de paix du canton sur simple demande."

Art. 51. Dans le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre IV du titre IV du même Code, le mot "Stemopneming" est remplacé par les mots "Telling van de stemmen".

Art. 52. Dans l'article 150, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi 10 février 2014, le mot "Cinq" est remplacé par le mot "Douze" et le mot "procède" est remplacé par les mots "peut procéder".

Art. 53. L'article 151 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Le président du bureau principal de canton transmet de manière électronique au Service public fédéral Intérieur au plus tard quinze jours avant l'élection les adresses des locaux dans lesquels les bureaux de dépouillement seront établis."

kader van zijn godsdienst of zijn overtuiging, op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier vermeld;

6° de student die zich, om studieredenen, in de onmogelijkheid bevindt zich in het stembureau te melden. Deze onmogelijkheid wordt door de directie van de onderwijsinstelling waaraan de student studeert, op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier vermeld;

7° de kiezer die, om andere dan de voormelde redenen, op de dag van de stemming van zijn woonplaats afwezig is wegens een tijdelijk verblijf in het buitenland en zich bijgevolg in de onmogelijkheid bevindt om zich in het stembureau te melden. De burgemeester van de woonplaats of zijn afgevaardigde vermeldt deze onmogelijkheid op het in paragraaf 3 bedoelde volmachtformulier, op voorwaarde dat de kiezer de nodige bewijsstukken voorlegt of op basis van een verklaring op erewoord als de kiezer een dergelijk bewijsstuk niet kan voorleggen. De Koning bepaalt het model van de door de kiezer ingediende verklaring op erewoord. De aanvraag wordt ingediend bij de burgemeester van de woonplaats ten laatste op de dag vóór de verkiezingsdag.

§ 2. Als gemachtigde kan elke andere kiezer aangewezen worden.

Ieder gemachtigde mag slechts één volmacht hebben.

§ 3. De volmacht wordt opgemaakt op een formulier waarvan het model door de Koning wordt bepaald en dat gratis bij het secretariaat van de gemeente afgegeven kan worden.

De volmacht vermeldt de verkiezing waarvoor ze geldig is, de naam, de voornamen, de geboortedatum, het adres en het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, van de volmachtgever en van de volmachtkrijger. De volmacht vermeldt eveneens de naam, de voornamen en de hoedanigheid van de persoon die verklaart dat de kiezer niet naar het stembureau kan komen. De artsen die een in paragraaf 1, 1°, bedoelde onbekwaamheid vermelden, geven hun RIZIV-nummer op.

Het volmachtformulier wordt door de volmachtgever en de volmacht-krijger ondertekend. Het wordt tevens ondertekend door de persoon die verklaart dat de kiezer niet naar het stembureau kan komen en bevat de stempel van de instelling, overheid of onderneming die deze persoon vertegenwoordigt.

§ 4. De volmachtkrijger stemt eerst voor zijn eigen rekening in het stembureau dat hem is toegewezen.

Om voor de volmachtgever te mogen stemmen, gaat de volmacht-krijger naar het stembureau dat aan de volmachtgever is toegewezen en geeft het in paragraaf 3 bedoelde ingevulde volmachtformulier af aan de voorzitter van het stembureau waar de volmachtgever zou hebben moeten stemmen; de volmachtkrijger legt aan die voorzitter tevens zijn identiteitsdocument voor, alsook de eigen oproepingsbrief waarop op voorhand de stempel met de naam van het kanton van het stembureau van de volmachtkrijger en met de verkiezingsdatum is aangebracht.

Nadat de volmachtkrijger in naam van de volmachtgever gestemd heeft, brengt de voorzitter van het stembureau van de volmachtgever de vermelding "heeft bij volmacht gestemd" aan op de oproepingsbrief van de volmachtkrijger.

§ 5. De volmachten worden bij de in artikel 146, eerste lid, bedoelde staat bijgevoegd en, samen met die staat, naar de vrederechter van het kanton gestuurd. De overeenkomstig paragraaf 1, 3° en 7°, overhandigde verklaringen op erewoord worden door de gemeentebesturen bewaard tot zes maanden na de verkiezing en op gewoon verzoek naar de vrederechter van het kanton doorgestuurd."

Art. 51. In het opschrift van hoofdstuk IV van titel IV van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "Stemopneming" vervangen door de woorden "Telling van de stemmen".

Art. 52. In artikel 150, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 februari 2014, worden de woorden "gaat, vijf dagen vóór de stemming, nadat de formaliteiten bepaald voor de aanwijzing van de getuigen zijn vervuld, voor elke gemeente van het kanton afzonderlijk bij loting over tot de aanwijzing" vervangen door de woorden "kan, twaalf dagen vóór de stemming, nadat de formaliteiten bepaald voor de aanwijzing van de getuigen zijn vervuld, voor elke gemeente van het kanton afzonderlijk bij loting overgaan tot de aanwijzing".

Art. 53. Artikel 151 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Uiterlijk vijftien dagen vóór de verkiezing stuurt de voorzitter van het kantonhoofdbureau de adressen van de lokalen waarin de telbureaus gevestigd worden, elektronisch door naar de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken."

Art. 54. Dans le texte néerlandais des articles 151 et 162 du même Code, le mot “stemopnemingstabel” est chaque fois remplacé par les mots “samenvattende tabel van de telling”.

Art. 55. À l'article 152 du même Code, remplacé par la loi du 5 juillet 1976, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, le mot “opnemingsbureau” est remplacé par le mot “telbureau”;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante:

“Lorsque l'élection pour la Chambre des représentants a lieu en même temps que celles organisées en vue du renouvellement d'autres assemblées, le Roi peut retarder l'heure de constitution des bureaux de dépouillement.”;

3° dans l'alinéa 2, les mots “se complète lui-même” sont remplacés par les mots “se complète lui-même ou fait appel, si le président du bureau principal de canton a fait usage de cette possibilité, à un président suppléant désigné en application de l'article 95, § 4, alinéa 2”.

Art. 56. L'article 154, du même Code, remplacé par la loi du 5 juillet 1976, est complété par la phrase suivante:

“Si le bureau n'a pas reçu tous ses plis trente minutes après sa composition, il peut toutefois déjà débiter les opérations de dépouillement des plis qu'il a déjà reçus.”.

Art. 57. Dans le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre IV/1 du titre IV du même Code, le mot “stemopnemingsverrichtingen” est remplacé par le mot “telverrichtingen”.

Art. 58. À l'article 161 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 10 février 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 11, le mot “digital” est inséré entre les mots “du procès-verbal” et les mots “de son bureau” et les mots “et une version papier du procès-verbal reprenant le tableau récapitulatif” sont abrogés;

2° dans l'alinéa 12, le mot “digital” est inséré entre les mots “du procès-verbal” et les mots “de son bureau” et la phrase “Une version papier des tableaux récapitulatifs ainsi que du procès-verbal est également transmise au président du bureau principal de la circonscription électorale du Brabant flamand et au président du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale.” est abrogée;

3° dans l'alinéa 13, les mots “met à la disposition de celui-là le personnel et le matériel nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Le même collègue fixe l'indemnité à charge de la commune à payer aux personnes désignées” sont remplacés par les mots “met à la disposition de celui-là le personnel dont le nombre est fixé par le Roi, les locaux et le matériel nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Les frais faisant suite à cette mise à disposition sont répartis conformément à l'article 130, alinéa 5”;

4° dans le texte néerlandais, les mots “de stemopnemingsstabellen” sont chaque fois remplacés par les mots “de samenvattende tabellen van de telling”.

Art. 59. À l'article 162 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, le mot “proclame” est remplacé par les mots “peut proclamer”;

2° dans l'alinéa 3, les mots “de dépouillement” sont remplacés par les mots “principal de canton”.

Art. 60. À l'article 164 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, le mot “stemopnemingsstabellen” est remplacé par le mot “samenvattende tabellen van de telling”;

Art. 54. In de artikelen 151 en 162 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord “stemopnemingstabel” telkens vervangen door de woorden “samenvattende tabel van de telling”.

Art. 55. In artikel 152 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 5 juli 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt het woord “opnemingsbureau” vervangen door het woord “telbureau”;

2° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“Wanneer de verkiezing voor de Kamer van volksvertegenwoordigers samenvalt met de verkiezingen van andere assemblees, kan de Koning het uur van de samenstelling van de telbureaus verlaten.”;

3° in het tweede lid worden de woorden “zorgt het bureau voor de nodige aanvulling” vervangen door de woorden “zorgt het bureau zelf voor de nodige aanvulling of doet het een beroep op een met toepassing van artikel 95, § 4, tweede lid, aangewezen plaatsvervangende voorzitter, als de voorzitter van het kantonhoofdbureau deze mogelijkheid gebruikt heeft”.

Art. 56. Artikel 154, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 5 juli 1976, wordt aangevuld met de volgende zin:

“Als het bureau dertig minuten na zijn samenstelling nog niet al de omslagen ontvangen heeft, mag het evenwel al beginnen met de telverrichtingen van de omslagen die het al gekregen heeft.”.

Art. 57. In het opschrift van hoofdstuk IV/1 van titel IV van hetzelfde Wetboek, wordt het woord “stemopnemingsverrichtingen” vervangen door het woord “telverrichtingen”.

Art. 58. In artikel 161 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het elfde lid wordt het woord “digitale” ingevoegd tussen het woord “het” en het woord “proces-verbaal” en worden de woorden “en een papieren versie van het proces-verbaal, dat de samenvattende tabel bevat,” opgeheven;

2° in het twaalfde lid wordt het woord “digitale” ingevoegd tussen het woord “het” en het woord “proces-verbaal” en wordt de zin “Een papieren versie van de samenvattende tabellen evenals van het proces-verbaal wordt eveneens verstuurd naar de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring Vlaams-Brabant en naar de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Hoofdstad.” opgeheven;

3° in het dertiende lid worden de woorden “stelt het college van burgemeester en schepenen van de hoofdplaats van het kanton hem het personeel en het materieel ter beschikking dat hij nodig heeft voor het volbrengen van zijn opdracht. Hetzelfde college bepaalt de vergoeding die door de gemeente aan de aangewezen personen zal worden betaald” vervangen door de woorden “stelt het college van burgemeester en schepenen van de hoofdplaats van het kanton hem het door de Koning vastgelegde aantal personeelsleden, de lokalen en het materiaal ter beschikking dat hij nodig heeft voor de uitvoering van zijn opdracht. De kosten die deze terbeschikkingstelling met zich meebrengt, worden verdeeld overeenkomstig artikel 130, vijfde lid”;

4° de woorden “de stemopnemingsstabellen” worden telkens vervangen door “de samenvattende tabellen van de telling”.

Art. 59. In artikel 162 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “wordt daarna door hem in het openbaar afgekondigd” vervangen door de woorden “mag daarna door hem in het openbaar afgekondigd worden”;

2° in het derde lid wordt het woord “stemopnemingsbureau” vervangen door het woord “kantonhoofdbureau”.

Art. 60. In artikel 164 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt het woord “stemopnemingsstabellen” vervangen door de woorden “samenvattende tabellen van de telling”;

2° dans l'alinéa 2, les mots "met à la disposition de ceux-ci le personnel et le matériel nécessaire à l'accomplissement de leur mission" sont remplacés par les mots "met à la disposition de ceux-ci le personnel dont le nombre est fixé par le Roi, les locaux et le matériel nécessaire à l'accomplissement de leur mission. Les frais faisant suite à cette mise à disposition sont répartis conformément à l'article 130, alinéa 5";

3° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 61. Dans l'article 168 du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, le mot "voix" est remplacé par les mots "suffrages nominatifs".

Art. 62. Dans l'article 172 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante:

"Cette attribution s'effectue que le candidat titulaire ait obtenu des suffrages nominatifs ou non."

Art. 63. À l'article 173, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 19 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante:

"Chaque candidat à la suppléance est classé, qu'il ait obtenu ou non des voix.";

2° l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante:

"Cette attribution s'effectue que le candidat suppléant ait obtenu des suffrages nominatifs ou non."

Art. 64. Dans l'article 174 du même Code, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, les mots "sont diffusés de manière électronique et" sont insérés entre les mots "des élus" et les mots "sont proclamés".

Art. 65. Dans l'article 177, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, le mot "digital" est inséré entre les mots "du procès-verbal" et les mots "de son bureau", les mots "Une version papier de ce procès-verbal, rédigé et signé séance tenante par les membres du bureau principal de la circonscription électorale et les témoins, les" sont remplacés par le mot "Les" et le mot "également" est abrogé.

Art. 66. L'article 179 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 6 janvier 2014, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 179. Après la clôture des opérations du bureau principal de canton, les bulletins de vote valables, la liste avec les électeurs présents et les bulletins de vote repris en exécution des articles 143, alinéa 3, et 145, sont conservés par le président du bureau principal de canton sous sa responsabilité dans le chef-lieu du canton électoral. La Chambre des représentants peut se les faire produire si elle le juge nécessaire.

Les bulletins non employés sont immédiatement envoyés au gouverneur de la province, qui en constate le nombre.

Les bulletins sont détruits lorsque l'élection est définitivement validée ou annulée."

Art. 67. Dans le texte néerlandais l'article 179/1, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2018, le mot "stemop-nemingsproces" est remplacé par les mots "proces van de telling".

Art. 68. À l'article 180bis du même Code, inséré par la loi du 7 mars 2002 et modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le mot "transmet" est remplacé par les mots "transmet par voie postale ou, le cas échéant, par voie électronique";

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot "courrier" est remplacé par les mots "courrier postal ou électronique";

3° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2, est complété par la phrase suivante:

"Si le poste consulaire de carrière dans lequel le Belge est inscrit est fermé, la demande d'inscription du Belge à toute élection législative reste valable dans le nouveau poste consulaire de carrière dans lequel il est inscrit au registre de la population.";

2° in het tweede lid worden de woorden "stelt het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan die bureaus zich bevinden hun het personeel en het materieel ter beschikking die zij nodig hebben voor het volbrengen van hun opdracht" vervangen door de woorden "stelt het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan die bureaus zich bevinden, hen het door de Koning vastgelegde aantal personeelsleden, de lokalen en het materiaal ter beschikking dat zij nodig hebben voor de uitvoering van hun opdracht. De kosten die deze terbeschikkingstelling met zich meebrengt, worden verdeeld overeenkomstig artikel 130, vijfde lid";

3° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 61. In artikel 168 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, wordt het woord "stemmen" vervangen door het woord "naamstemmen".

Art. 62. In artikel 172 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin:

"Deze toekenning gebeurt, ongeacht of de kandidaat-titularis al dan niet naamstemmen heeft gekregen."

Art. 63. In artikel 173 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

"Elke kandidaat-opvolger wordt gerangschikt, ongeacht of hij al dan niet stemmen heeft gekregen.";

2° het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin:

"Deze toekenning gebeurt, ongeacht of de kandidaat-opvolger al dan niet naamstemmen heeft gekregen."

Art. 64. In artikel 174 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, worden de woorden "elektronisch verspreid en" ingevoegd tussen het woord "worden" en de woorden "in het openbaar afgekondigd".

Art. 65. In artikel 177, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, wordt het woord "digitale" ingevoegd tussen het woord "het" en het woord "proces-verbaal", worden de woorden "Een papieren versie van dat proces-verbaal, staande de vergadering opgemaakt en ondertekend door de leden van het kieskringhoofdbureau en de getuigen, de" vervangen door het woord "De" en wordt het woord "eveneens" opgeheven.

Art. 66. Artikel 179 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. 179. Na de afsluiting van de verrichtingen van het kantonhoofdbureau worden de geldige stembiljetten, de lijst met de aanwezige kiezers en de stembiljetten die teruggenomen werden in uitvoering van de artikelen 143, derde lid, en 145, door de voorzitter van het kantonhoofdbureau onder zijn verantwoordelijkheid bewaard in de hoofdplaats van het kieskanton. Indien dat nodig is, mag de Kamer van volksvertegenwoordigers deze documenten opvragen.

De niet-gebruikte biljetten worden onmiddellijk naar de provinciegouverneur gestuurd, die het aantal ervan vaststelt.

De stembiljetten worden vernietigd nadat de verkiezing definitief geldig of ongeldig verklaard is."

Art. 67. In artikel 179/1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2018, wordt het woord "stemopnemingsproces" vervangen door de woorden "proces van de telling".

Art. 68. In artikel 180bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 maart 2002 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden " , per post of, in voorkomend geval, elektronisch," ingevoegd tussen het woord "Belgen" en de woorden "een aanvraagformulier tot inschrijving";

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "per post" vervangen door de woorden "per brief of elektronisch";

3° in paragraaf 3 wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin:

"Indien de consulaire beroepspost waarin de Belg ingeschreven is, gesloten wordt, blijft de inschrijvingsaanvraag van de Belg voor elke wetgevende verkiezing geldig in de nieuwe consulaire beroepspost waarin hij in het bevolkingsregister is ingeschreven.";

4° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, la deuxième phrase est complétée par les mots “ainsi que, le cas échéant, le mandataire choisi par l'électeur en application de l'article 180^{quater}, § 1^{er}, ou de l'article 180^{sexies}, § 1^{er}”;

5° le paragraphe 5^{bis} est complété par la phrase suivante:

“La liste consulaire des électeurs pour l'élection de la Chambre des représentants est arrêtée le même jour que la liste consulaire des électeurs pour l'élection du Parlement européen.”;

6° dans le paragraphe 7, alinéa 3, le mot “courrier” est remplacé par les mots “courrier postal ou électronique”.

Art. 69. Dans l'article 180^{ter} du même Code, inséré par la loi du 7 mars 2002 et remplacé par la loi du 17 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 2, alinéa 2, le mot “immédiatement” est remplacé par les mots “dans les plus brefs délais”;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 70. Dans l'article 180^{quater} du même Code, inséré par la loi du 7 mars 2002 et modifié en dernier lieu par la loi du 17 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Si le mandataire désigné décède, est rayé des registres de la population de la commune belge, perd son droit de vote ou a déjà été désigné comme mandataire par un autre électeur belge de l'étranger, il en est fait communication au Belge résidant à l'étranger dans les plus brefs délais.”;

2° au paragraphe 5, les mots “sa propre carte d'identité” sont remplacés par les mots “son propre document d'identité”.

Art. 71. Dans le texte néerlandais des articles 180^{quinquies} et 180^{septies} du même Code, le mot “stemopnemingsverrichtingen” est chaque fois remplacé par le mot “telverrichtingen”.

Art. 72. À l'article 180^{quinquies} du même Code, inséré par la loi du 7 mars 2002 et modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots “à 21 heures, heure locale” sont remplacés par les mots “à 19 heures, heure locale. Le ministre des Affaires étrangères peut de manière motivée, pour des raisons de sécurité propres à la situation d'un poste consulaire de carrière, décider de limiter les heures d'ouverture d'un bureau de vote, sans que le bureau concerné ne puisse être fermé avant 16 heures, heure locale. Les électeurs concernés en sont avertis dans les plus brefs délais”;

2° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante:

“Dans les bureaux comptant plus de 200 électeurs, les deux assesseurs suppléants peuvent, sur demande du président du bureau de vote, être invités à participer aux opérations de ce bureau.”;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots “de l'ambassade de Belgique” sont remplacés par les mots “du poste diplomatique”;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 5, les mots “la composition du bureau de vote” sont remplacés par les mots “le numéro du bureau de vote et son adresse”;

5° dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots “au plus tard” sont insérés entre les mots “au dépouillement” et les mots “le samedi”.

Art. 73. Dans l'article 180^{sexies} du même Code, inséré par la loi du 7 mars 2002 et modifié en dernier lieu par la loi du 17 novembre 2016, le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Si le mandataire désigné décède, est rayé des registres consulaires de la population, perd son droit de vote ou a déjà été désigné comme mandataire par un autre électeur belge de l'étranger, il en est fait communication au Belge résidant à l'étranger dans les plus brefs délais.”.

Art. 74. À l'article 180^{septies}, § 5, du même Code, inséré par la loi du 7 mars 2002 et modifié en dernier lieu par la loi du 17 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “entre les bureaux de dépouillement du canton dont fait partie la commune chef-lieu de la circonscription” sont remplacés par les mots “entre des bureaux de dépouillement constitués spécifiquement, au sein du canton dont fait partie la commune chef-lieu de la circonscription électorale, pour dépouiller ceux-ci”;

4° in paragraaf 4, eerste lid, wordt de tweede zin aangevuld met de woorden “, alsook, in voorkomend geval de door de kiezer gekozen volmachtcrrijger met toepassing van artikel 180^{quater}, § 1, of artikel 180^{sexies}, § 1”;

5° paragraaf 5^{bis} wordt aangevuld met de volgende zin:

“De consulaire kiezerslijst voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt vastgesteld op dezelfde dag als de consulaire kiezerslijst voor de verkiezing van het Europees Parlement.”;

6° in paragraaf 7, derde lid, worden de woorden “per post” vervangen door de woorden “per brief of elektronisch”.

Art. 69. In artikel 180^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 maart 2002 en vervangen bij de wet van 17 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, tweede lid, wordt het woord “onmiddellijk” vervangen door de woorden “zo snel als mogelijk”;

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 70. In artikel 180^{quater} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 maart 2002 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Indien de aangewezen volmachtcrrijger overlijdt, uit de bevolkingsregisters van de Belgische gemeente afgevoerd werd, zijn stemrecht verliest of reeds als volmachtcrrijger aangewezen werd door een andere Belgische kiezer uit het buitenland, wordt dat zo snel mogelijk aan de Belg die in het buitenland verblijft, meegedeeld.”;

2° in paragraaf 5 worden de woorden “zijn eigen identiteitskaart” vervangen door de woorden “zijn eigen identiteitsdocument”.

Art. 71. In de artikelen 180^{quinquies} en 180^{septies} van hetzelfde Wetboek, wordt het woord “stemopnemingsverrichtingen” telkens vervangen door het woord “telverrichtingen”.

Art. 72. In artikel 180^{quinquies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 maart 2002 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden “tot 21 uur, plaatselijke tijd” vervangen door de woorden “tot 19 uur, plaatselijke tijd. Om veiligheidsredenen die eigen zijn de situatie van een consulaire beroepspost kan de minister van Buitenlandse Zaken op met redenen omklede wijze beslissen om de openingsuren van een stembureau te beperken zonder dat het bureau echter wel moet geopend blijven tot 16 uur, plaatselijke tijd. De betrokken kiezers worden hiervan zo snel mogelijk op de hoogte gebracht.”;

2° in paragraaf 3 wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin:

“In de bureaus met meer dan 200 kiezers kunnen de twee plaatsvervangende bijzitters, op verzoek van de voorzitter van het stembureau, verzocht worden om aan de verrichtingen van dat bureau deel te nemen.”;

3° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden “de ambassade van België” vervangen door de woorden “de diplomatieke post”;

4° in paragraaf 3, vijfde lid, worden de woorden “de samenstelling” vervangen door de woorden “het nummer en het adres”;

5° in paragraaf 5, eerste lid, wordt het woord “uiterlijk” ingevoegd tussen het woord “stemopneming” en de woorden “de zaterdag”.

Art. 73. In artikel 180^{sexies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 maart 2002 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 november 2016, wordt paragraaf 1 aangevuld met een lid, luidende:

“Indien de aangewezen volmachtcrrijger overlijdt, uit de consulaire bevolkingsregisters afgevoerd werd, zijn stemrecht verliest of reeds als volmachtcrrijger aangewezen werd door een andere Belgische kiezer uit het buitenland, wordt dat zo snel mogelijk aan de Belg die in het buitenland verblijft, meegedeeld.”.

Art. 74. In artikel 180^{septies}, § 5, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 maart 2002 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “onder de stemopnemingsbureaus van het kanton waarvan de hoofdplaatsgemeente van de kieskring deel uitmaakt” vervangen door de woorden “onder de daartoe specifiek samengestelde telbureaus binnen het kanton waarvan de hoofdplaatsgemeente van de kieskring deel uitmaakt, teneinde deze te tellen”;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° dans l'alinéa 3 ancien devenant l'alinéa 2, les mots "entre les bureaux de dépouillement d'un autre canton de cette circonscription électorale" sont remplacés par les mots "entre des bureaux de dépouillement constitués spécifiquement, au sein d'un autre canton de cette circonscription électorale, pour dépouiller ceux-ci";

4° dans le texte néerlandais de l'alinéa 5, devenant l'alinéa 4, le mot "stemopnemingsbureaus" est remplacé par le mot "telbureaus".

Art. 75. L'article 181 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 26 juin 2000, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Quiconque réclamera des secours ou avantages, sous la menace de voter dans un sens déterminé, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois."

Art. 76. L'article 187 du même Code, modifié par la loi du 26 juin 1970, est abrogé.

Art. 77. Dans l'article 202 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 26 juin 2000, le mot "9bis" est remplacé par le mot "8".

Art. 78. L'article 203bis du même Code, inséré par la loi du 14 avril 2009, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 203bis. § 1^{er}. Des observateurs issus d'organisations internationales auxquelles la Belgique a adhéré ou d'États membres de ces organisations peuvent être habilités à suivre toutes les opérations électorales.

§ 2. Les observateurs envoyés par ces organisations ou par ces États membres ainsi que leurs accompagnateurs indispensables sont accrédités par le ministre des Affaires étrangères.

La demande d'accréditation est introduite auprès du ministre des Affaires étrangères dans les cas visés à l'article 105, au moins six semaines avant le jour de l'élection, et, dans le cas visé à l'article 106, au moins vingt jours avant celui de l'élection.

Cette demande contient les informations suivantes:

1° les nom, prénom, date de naissance, adresse des observateurs et de leurs accompagnateurs ainsi qu'une description de leur fonction;

2° la durée de la mission.

Après concertation avec l'organisation internationale ou avec l'État membre, le ministre des Affaires étrangères prend, sur la base des critères d'accréditation établis par le Roi, une décision quant à l'accréditation en tant qu'observateur des personnes visées à l'alinéa 1^{er} et en informe l'organisation internationale ou l'État membre dans les plus brefs délais.

§ 3. Le ministre des Affaires étrangères remet, sur présentation de leur document d'identité et après vérification des données d'identité de ce document avec les données visées au paragraphe 2, alinéa 3, 1°, aux personnes accréditées une carte de légitimation en tant qu'observateur international qui doit toujours être portée de manière visible.

§ 4. Le ministre des Affaires étrangères communique les noms et fonctions au sein de la mission d'observation des personnes accréditées au ministre de l'Intérieur. Le ministre de l'Intérieur transmet ces informations aux présidents des bureaux principaux de circonscription et aux présidents des bureaux principaux de canton. Ces derniers transmettent ces informations aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement.

§ 5. Les observateurs sont autorisés à être présents lors des réunions des bureaux électoraux, à observer les opérations électorales dans les locaux de vote sans en être empêchés, à prendre connaissance des listes électorales, à être présents lors du dépouillement et de l'examen des bulletins de vote ainsi que lors du recensement des votes et de l'attribution des sièges, à prendre connaissance des procès-verbaux établis par les bureaux de vote et à prendre connaissance des recours introduits contre les opérations électorales, y compris des actes et dossiers y relatifs.

Les accompagnateurs dûment accrédités des observateurs peuvent accompagner les observateurs lors de l'exercice de leur mission; ils ne sont toutefois pas admis à exercer de façon autonome cette mission.

§ 6. Les membres des bureaux de vote soutiennent les observateurs dans la mesure du possible et donnent les informations utiles à l'observation des opérations électorales. Les noms, prénoms et qualités des observateurs et, le cas échéant, des accompagnateurs présents dans le bureau de vote le jour des élections sont mentionnés au procès-verbal des opérations électorales.

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het vroegere derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden "onder de stemopnemingsbureaus van een ander kanton van deze kieskring" vervangen door de woorden "onder de daartoe specifiek samengestelde telbureaus binnen een ander kanton van deze kieskring, teneinde deze te tellen";

4° in het vijfde lid, dat het vierde lid wordt, wordt het woord "stemopnemingsbureaus" vervangen door het woord "telbureaus".

Art. 75. Artikel 181 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Personen die hulp of voordelen opeisen en daarbij ermee dreigen om in een welbepaalde richting te stemmen, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden."

Art. 76. Artikel 187, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 1970, wordt opgeheven.

Art. 77. In artikel 202 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, wordt het woord "9bis" vervangen door het woord "8".

Art. 78. Artikel 203bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 april 2009, wordt vervangen als volgt:

"Art. 203bis. § 1. Waarnemers afkomstig van internationale organisaties waarbij België zich heeft aangesloten, of van lidstaten van die organisaties kunnen gemachtigd worden om alle kiesverrichtingen te volgen.

§ 2. De door die organisaties of lidstaten gestuurde waarnemers en hun nodige begeleiders worden door de minister van Buitenlandse Zaken geaccrediteerd.

De accrediteringsaanvraag wordt bij de minister van Buitenlandse Zaken ingediend minstens zes weken vóór de dag van de verkiezing in de in artikel 105 bedoelde gevallen en minstens twintig dagen vóór de dag van de verkiezing in het in artikel 106 bedoelde geval.

Deze aanvraag bevat de volgende informatie:

1° de naam, de voornaam, de geboortedatum en het adres van de waarnemers en hun begeleiders, alsook een beschrijving van hun functie;

2° de duur van de opdracht.

Na overleg met de internationale organisatie of met de lidstaat neemt de minister van Buitenlandse Zaken, op basis van de door de Koning vastgelegde accreditatiecriteria, een beslissing betreffende de accreditatie als waarnemer van de in het eerste lid bedoelde personen en informeert hij de internationale organisatie of de lidstaat zo snel mogelijk hierover.

§ 3. Op voorlegging van hun identiteitsdocument en na verificatie van de identiteitsgegevens in dit document met de in paragraaf 2, derde lid, 1°, bedoelde gegevens bezorgt de minister van Buitenlandse Zaken aan de geaccrediteerde personen een legitimatiekaart als internationale waarnemer die steeds zichtbaar gedragen moet worden.

§ 4. De minister van Buitenlandse Zaken deelt de namen en functies binnen de waarnemingsopdracht van de geaccrediteerde personen mee aan de minister van Binnenlandse Zaken. De minister van Binnenlandse Zaken stuurt deze informatie door naar de voorzitters van de kieskringhoofdbureaus en naar de voorzitters van de kantonhoofdbureaus. Deze laatste sturen deze informatie door naar de voorzitters van de stem- en telbureaus.

§ 5. De waarnemers zijn gemachtigd om de vergaderingen van de kiesbureaus bij te wonen, de kiesverrichtingen in de stemlokalen te observeren zonder gestoord te worden, kennis te nemen van de kiezerslijsten, aanwezig te zijn bij de telling en het onderzoek van de stembiljetten en bij de telling van de stemmen en de toewijzing van de zetels, kennis te nemen van de door de stembureau opgemaakte processen-verbaal en kennis te nemen van de beroepen die tegen de kiesverrichtingen worden ingediend, met inbegrip van de desbetreffende handelingen en dossiers.

De naar behoren geaccrediteerde begeleiders van de waarnemers mogen de waarnemers vergezellen tijdens de uitoefening van hun opdracht; zij mogen deze opdracht evenwel niet autonoom uitvoeren.

§ 6. De leden van de stembureaus ondersteunen de waarnemers in de mate van het mogelijke en geven de informatie die nuttig is voor de observatie van de kiesverrichtingen. De namen, voornamen en hoedanigheden van de waarnemers en, in voorkomend geval, van de begeleiders die op de dag van de verkiezingen in het stembureau aanwezig zijn, worden in het proces-verbaal van de kiesverrichtingen opgenomen.

§ 7. Les observateurs observent une stricte neutralité et respectent la législation électorale. Il est interdit aux observateurs et à leurs accompagnateurs d'influencer de quelque manière que ce soit la procédure de vote, un électeur ou la décision d'un bureau de vote ou de son président. En cas de non observation de cette interdiction, le président du bureau de vote concerné peut expulser l'observateur ou l'accompagnateur du local de vote.

§ 8. Le ministre des Affaires étrangères peut préciser les conditions, la durée et les modalités de la mission d'observation électorale et de l'accréditation des observateurs et de leurs accompagnateurs.

Le ministre des Affaires étrangères peut retirer l'accréditation à tout observateur ou accompagnateur qui contrevient aux dispositions des paragraphes 5 et 7 ou à l'alinéa 1^{er}.

§ 9. Les données des observateurs et des accompagnateurs visées au paragraphe 2 sont détruites un mois après la validation du scrutin."

Art. 79. Dans l'article 227 du même Code, modifié par la loi du 30 juillet 1991, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"Les conditions d'éligibilité visées à l'article 64, alinéa 1^{er}, 1^o et 4^o, de la Constitution doivent être remplies au plus tard lors de la remise des actes de présentation et les conditions d'éligibilité visées à l'article 64, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, de la Constitution doivent être remplies au plus tard le jour de l'élection."

Art. 80. L'article 240bis du même Code, inséré par la loi du 19 avril 2018, est remplacé par ce qui suit:

"Art. 240bis. Les données relatives aux candidats visées à l'article 116, § 4, alinéa 1^{er}, à l'exception du numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, sont conservées pendant trente ans après l'élection par le Service public fédéral Intérieur. Après cette période, ces données sont conservées par les Archives de l'Etat en application de loi du 24 juin 1955 relative aux archives.

Ces données peuvent être transmises, en vue de la réalisation de recherches scientifiques et/ou statistiques sur les candidats aux élections et sur le résultat des élections, aux personnes, qui en font la demande par écrit. Cette demande est accompagnée d'une description précise du projet de recherche, répondant aux normes scientifiques en vigueur, comprenant une énumération suffisamment détaillée de la série de données à consulter et décrivant les méthodes d'analyse."

Art. 81. Dans l'annexe 1, Les instructions pour l'électeur (modèle I), du même Code, remplacée par la loi du 6 janvier 2014, au point 5, les mots "sa carte d'identité" sont remplacés par les mots "son document d'identité"."

CHAPITRE 7. — Modifications de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen

Art. 82. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen, le mot "9bis" est remplacé par le mot "8".

Art. 83. Dans l'article 3 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} juin 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1^o l'alinéa 1^{er} est complété par les phrases suivantes:

"Pour cette opération, le collège des bourgmestre et échevins charge le Service public fédéral Intérieur de lui fournir gratuitement et de manière digitale les données visées à l'alinéa 2, première phrase, de chaque personne satisfaisant aux conditions de l'électorat et inscrite aux registres de la population. Ces données sont détruites le lendemain du jour de la validation des élections.";

2^o dans l'alinéa 2, les mots "le sexe, la résidence principale et le numéro d'identification visé à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques" sont remplacés par les mots "la résidence principale et le numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques".

Art. 84. Dans l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 17 novembre 2016, les mots "la liste des électeurs répartis par section, liste comprenant également les électeurs belges résidant à l'étranger figurant sur une liste consulaire des électeurs et votant en personne ou par procuration en Belgique, au gouverneur ou au fonctionnaire que celui-ci désigne." sont remplacés par les mots "la liste des bureaux de vote établis dans la commune au gouverneur ou au

§ 7. De waarnemers blijven strikt neutraal en leven de kieswetgeving na. De waarnemers en hun begeleiders mogen op geen enkele manier invloed uitoefenen op de stemprocedure, een kiezer of de beslissing van een stembureau of zijn voorzitter. Wanneer dit verbod niet wordt nageleefd, mag de voorzitter van het desbetreffende stembureau de waarnemer of de begeleider uit het stemlokaal laten zetten.

§ 8. De minister van Buitenlandse Zaken kan de voorwaarden, de duur en de nadere regels van de verkiezingswaarnemingsopdracht en van de accreditatie van de waarnemers en hun begeleiders preciseren.

De minister van Buitenlandse Zaken mag de accreditatie intrekken van elke waarnemer of begeleider die de bepalingen van de paragrafen 5 en 7 of het eerste lid overtreedt.

§ 9. De gegevens van de waarnemers en de begeleiders bedoeld in paragraaf 2 worden vernietigd een maand na de validering van de stemming."

Art. 79. In artikel 227 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1991, wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Uiterlijk bij de indiening van de voordrachtsakten moet voldaan zijn aan de kiesbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 64, eerste lid, 1^o en 4^o, van de Grondwet en uiterlijk op de dag van de verkiezing moet voldaan zijn aan de kiesbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 64, eerste lid, 2^o en 3^o, van de Grondwet."

Art. 80. Artikel 240bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 april 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 240bis. De gegevens betreffende de kandidaten bedoeld in artikel 116, § 4, eerste lid, met uitzondering van het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, worden door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken bewaard gedurende dertig jaar na de verkiezingen. Na deze periode worden deze gegevens door het Rijksarchief bewaard met toepassing van de Archiefwet van 24 juni 1955.

Met het oog op de uitvoering van wetenschappelijke en/of statistische onderzoeken over de verkiezingskandidaten en de kiesresultaten, mogen deze gegevens meegedeeld worden aan de personen die daartoe een schriftelijke aanvraag indienen. Deze aanvraag bevat een nauwkeurige beschrijving van het onderzoeksproject, dat aan de geldende wetenschappelijke normen moet voldoen, alsook een voldoende gedetailleerde opsomming van de te raadplegen gegevens en een beschrijving van de analysemethoden."

Art. 81. In bijlage 1, Onderrichtingen voor de kiezer (Model 1) van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 6 januari 2014, worden in punt 5 de woorden "de identiteitskaart" vervangen door de woorden "het identiteitsdocument"."

HOOFDSTUK 7. — Wijzigingen van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement

Art. 82. In artikel 1, § 1, eerste lid, 4^o, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement, wordt het woord "9bis" vervangen door het woord "8".

Art. 83. In artikel 3 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 1 juni 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zinnen:

"Voor deze verrichting belast het college van burgemeester en schepenen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken ermee hem kosteloos en digitaal de in het tweede lid, eerste zin, bedoelde gegevens te leveren van elke persoon die aan de kiesbevoegdheidsvoorwaarden voldoet en in de bevolkingsregisters is ingeschreven. Deze gegevens worden vernietigd de dag volgend op de dag waarop de verkiezingen gevalideerd worden.";

2^o in het tweede lid worden de woorden "het geslacht, de hoofdverblijfplaats en het identificatienummer bedoeld in artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen" vervangen door de woorden "de hoofdverblijfplaats en het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen".

Art. 84. In artikel 4, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 november 2016, worden de woorden "aan de gouverneur of aan de door hem aangewezen ambtenaar, de lijst van de kiezers verdeeld per afdeling, welke lijst eveneens de Belgische kiezers omvat die in het buitenland verblijven en die voorkomen op een consulaire lijst van kiezers die persoonlijk of bij volmacht in België stemmen." vervangen door de woorden "aan de gouverneur of aan de

fonctionnaire que celui-ci désigne ainsi qu'au ministre de l'Intérieur. Cette liste mentionne le nombre d'électeurs inscrits par bureau de vote, l'adresse du bureau de vote et la destination habituelle du local servant de bureau de vote."

Art. 85. Dans l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, de la même loi, modifié par les lois des 17 novembre 2016 et 1^{er} juin 2022, une phrase rédigée comme suit est insérée entre la première phrase et la deuxième phrase:

"Si le poste consulaire de carrière dans lequel le Belge est inscrit est fermé, la demande d'inscription du Belge à toute élection législative reste valable dans le nouveau poste consulaire de carrière dans lequel il est inscrit au registre de la population."

Art. 86. À l'article 11 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 17 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"Quatorze jours au moins avant le jour de l'élection, le collège des bourgmestre et échevins ou collège communal met à disposition d'une part, du président du bureau principal de canton de manière électronique un extrait certifié exact des listes des électeurs dressées par section de vote et, d'autre part, de chaque président de bureau de vote deux extraits certifiés exacts de la liste des électeurs appelés à voter dans la section concernée.";

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante:

"Si un président de bureau n'est pas encore désigné au moins quatorze jours avant celui de l'élection, la mise à disposition des deux extraits certifiés exacts de la liste des électeurs de la section de vote concernée peut s'effectuer après cette date.";

3° dans le § 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

"Quatorze jours au moins avant le jour de l'élection, les collèges des bourgmestre et échevins des communes de Fourons et de Comines-Warneton mettent, en outre, deux extraits certifiés exacts supplémentaires de la liste des électeurs à disposition respectivement du commissaire d'arrondissement adjoint de Tongres et du commissaire d'arrondissement de Mouscron, à charge pour ceux-ci de les mettre sans délai à disposition des présidents des bureaux de vote désignés par le ministre de l'Intérieur en application de l'article 89bis du Code électoral."

Art. 87. Dans le texte néerlandais des articles 12, 26 et 33 de la même loi, le mot "stemopnemingsbureaus" est chaque fois remplacé par le mot "telbureaus".

Art. 88. Dans le texte néerlandais des articles 12, 26, 31/2, 33 et 34 de la même loi, le mot "stemopneming" est chaque fois remplacé par le mot "telling" et dans le texte néerlandais de l'article 31/4, § 5, alinéa 2, de la même loi, le mot "stemopnemingsverrichtingen" est remplacé par le mot "telverrichtingen".

Art. 89. À l'article 12 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "soixante-deux jours avant celui de l'élection" sont remplacés par les mots "six mois avant le jour de l'élection";

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est complété par la phrase suivante:

"Dans le chef-lieu du collège électoral où ne se situe pas le siège du tribunal de première instance, le bureau principal est présidé par le président de la division du tribunal de première instance du chef-lieu ou, à son défaut, par le magistrat qui le remplace."

3° dans le paragraphe 2, alinéa 4, le mot "commune" est remplacé par les mots "circonscription électorale";

4° dans le paragraphe 2, alinéa 5, le mot "province" est remplacé par les mots "circonscription électorale";

5° dans le paragraphe 2, alinéa 6, le mot "exclusivement" est remplacé par le mot "notamment";

6° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "Cinq jours avant celui de l'élection" sont remplacés par les mots "Cinq mois avant le jour de l'élection";

7° dans le paragraphe 3, alinéa 2, le mot "commune" est remplacé par le mot "province";

door hem aangewezen ambtenaar, alsook aan de minister van Binnenlandse Zaken, de lijst van de in de gemeente georganiseerde stembureaus. Deze lijst vermeldt het aantal kiezers ingeschreven per stembureau, het adres van het stembureau en de bestemming die het lokaal dat als stembureau dient, gewoonlijk heeft."

Art. 85. In artikel 6, § 1, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 17 november 2016 en 1 juni 2022, wordt tussen de eerste en de tweede zin een zin ingevoegd, luidende:

"Indien de consulaire beroepspost waarin de Belg ingeschreven is, gesloten wordt, blijft de inschrijvingsaanvraag van de Belg voor elke wetgevende verkiezing geldig in de nieuwe consulaire beroepspost waarin hij in het bevolkingsregister is ingeschreven."

Art. 86. In artikel 11 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege stelt enerzijds een voor echt verklaard uittreksel van de kiezerslijst, opgemaakt per stemafdeling, elektronisch ter beschikking van de voorzitter van het kantonhoofdbureau en stelt anderzijds twee voor echt verklaarde uittreksels uit de lijst van de kiezers die opgeroepen werden om te stemmen in de desbetreffende afdeling, ter beschikking van elke voorzitter van een stembureau, dit telkens ten minstens veertien dagen vóór de verkiezingsdag";

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid aangevuld met de volgende zin:

"Indien er ten minste veertien dagen vóór de verkiezingsdag nog geen bureauvoorzitter aangewezen is, mogen de twee voor echt verklaarde uittreksels uit de kiezerslijst van de desbetreffende stemafdeling na die datum ter beschikking gesteld worden.";

3° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt:

"Ten minste veertien dagen vóór de verkiezingsdag stellen de colleges van burgemeester en schepenen van de gemeenten Voeren en Komen-Waasten bovendien twee bijkomende voor echt verklaarde uittreksels uit de kiezerslijst ter beschikking van respectievelijk de adjunct-arrondissementscommissaris van Tongeren en de arrondissementscommissaris van Moeskroen, die deze onmiddellijk ter beschikking stellen van de voorzitters van de stembureaus die door de minister van Binnenlandse Zaken aangewezen werden met toepassing van artikel 89bis van het Kieswetboek."

Art. 87. In de artikelen 12, 26 en 33 van dezelfde wet, wordt het woord "stemopnemingsbureaus" telkens vervangen door het woord "telbureaus".

Art. 88. In de artikelen 12, 26, 31/2, 33 en 34 van dezelfde wet, wordt het woord "stemopneming" telkens vervangen door het woord "telling" en in artikel 31/4, § 5, tweede lid, van dezelfde wet wordt het woord "stemopnemingsverrichtingen" vervangen door het woord "telverrichtingen".

Art. 89. In artikel 12 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "tweeënzestig dagen vóór die van de verkiezing" vervangen door de woorden "zes maanden vóór de verkiezingsdag";

2° in paragraaf 2, wordt het derde lid aangevuld met de volgende zin:

"In de hoofdplaats van het kiescollege waar geen zetel van een rechtbank van eerste aanleg gevestigd is, wordt het hoofdbureau voorgezeten door de voorzitter van de afdeling van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats of, bij zijn ontstentenis, door de magistraat die hem vervangt."

3° in paragraaf 2, vierde lid, wordt het woord "gemeente" vervangen door het woord "kieskring";

4° in paragraaf 2, vijfde lid, wordt het woord "provincie" vervangen door het woord "kieskring";

5° in paragraaf 2, zesde lid, wordt het woord "uitsluitend" vervangen door de woorden "met name";

6° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "vijf dagen vóór de verkiezing" vervangen door de woorden "vijf maanden vóór de verkiezingsdag";

7° in paragraaf 3, tweede lid, wordt het woord "gemeente" vervangen door het woord "kieskring";

8° dans le paragraphe 5, alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit:

“1° de lire le paragraphe 3 comme suit:

“Le président du bureau principal de canton, désigné au moins quatre mois avant le jour de l’élection par le président du bureau principal de province dont dépend le canton, après avis du président des juges de paix de l’arrondissement judiciaire lorsque la désignation est effectuée en application des dispositions de l’article 95, § 2, 4° et 5°, du Code électoral, est chargé principalement de la surveillance des opérations électorales dans l’ensemble du canton électoral. Il avertit immédiatement le président du bureau principal du collège de toute circonstance requérant son contrôle. Il centralise au niveau du canton les résultats du dépouillement effectué par commune faisant partie du canton.”;

Art. 90. À l’article 12bis de la même loi, inséré par la loi du 14 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées:

1° les mots “ministre de l’Intérieur” sont remplacés par les mots “Service public fédéral Intérieur”;

2° l’article est complété par les alinéas suivants:

“Les données transmises, qui seront utilisées en vue de pouvoir prendre contact avec ces présidents dans le cadre de la gestion des opérations électorales et en vue de gérer les accès des utilisateurs au logiciel, visé à l’article 165, alinéas 1 à 3, du Code électoral, sont le nom, le prénom, le numéro d’identification visé à l’article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, la fonction, l’adresse électronique et le numéro de téléphone.

Ces données sont, moyennant l’accord préalable des personnes concernées, conservées par le Service public fédéral Intérieur jusqu’au jour de l’élection faisant suite à l’élection lors de laquelle ces données ont été transmises.”.

Art. 91. L’article 13 de la même loi, abrogé par la loi du 17 novembre 2016, est rétabli dans la rédaction suivante:

“Art. 13. Le collège des bourgmestre et échevins ou le collège communal désigne dans chaque commune au moins quatre mois avant le jour de l’élection, un membre du personnel de l’administration communale chargé de la coordination des tâches relatives à l’organisation des élections qui sont attribuées au collège des bourgmestre et échevins ou au collège communal. Cette personne est le point de contact de la commune pour les bureaux électoraux principaux, pour le Service public fédéral Intérieur et pour les citoyens.

Les coordonnées du membre du personnel de l’administration communale visé à l’alinéa 1^{er} sont transmises par voie digitale au Service public fédéral Intérieur dans les vingt-quatre heures suivant sa désignation.

Les données transmises, qui seront utilisées en vue de pouvoir prendre contact avec ces personnes dans le cadre de la gestion des opérations électorales et en vue de gérer les accès de ces personnes au logiciel permettant aux communes de transmettre les informations relatives aux bureaux de vote et de dépouillement, sont le nom, le prénom, le numéro d’identification visé à l’article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, la fonction, l’adresse électronique et le numéro de téléphone.

Ces données sont, moyennant l’accord préalable des personnes concernées, conservées par le Service public fédéral Intérieur jusqu’au jour de l’élection faisant suite à l’élection lors de laquelle ces données ont été transmises.

Le membre du personnel de l’administration communale de la commune chef-lieu de canton a le droit d’assister aux réunions du bureau principal de canton avec voix consultative.”.

Art. 92. L’article 15 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 14 avril 2009, est remplacé par ce qui suit:

“Art. 15. Les dispositions des articles 100 à 104 du Code électoral sont applicables aux bureaux électoraux institués en vertu de l’article 12 de la présente loi, étant entendu qu’il y a lieu de remplacer dans l’article 104, alinéa 1^{er}, les mots “circonscription électorale” par les mots “collège électoral, de province.”.

Art. 93. À l’article 18 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots “au lieu des mots “si ce n’est par application de l’article 147bis” les mots “si ce n’est par application de l’article 30 de la présente loi”” sont remplacés par les mots “au lieu des mots “en application des dispositions de l’article 147bis” les mots “en application des dispositions de l’article 30 de la présente loi””;

8° in paragraaf 5, tweede lid, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt:

“1° paragraaf 3 gelezen worden als volgt:

“De voorzitter van het kantonhoofdbureau, aangewezen minstens vier maanden vóór de dag van de verkiezingen door de voorzitter van het provinciehoofdbureau waarvan het kanton afhangt, na advies van de voorzitter van de vrederechters van het gerechtelijk arrondissement wanneer de aanwijzing gebeurt met toepassing van de bepalingen van artikel 95, § 2, 4° en 5°, van het Kieswetboek, is voornamelijk belast met het toezicht op de kiesverrichtingen in het ganse kieskanton. Hij verwittigt onmiddellijk de voorzitter van het collegehoofdbureau van elke omstandigheid die zijn toezicht vereist. Hij centraliseert op het niveau van het kanton de resultaten van de telling per gemeente die tot het kanton behoort.”;

Art. 90. In artikel 12bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 14 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “minister van Binnenlandse Zaken” worden vervangen door de woorden “Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken”;

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden:

“De doorgestuurde gegevens, die gebruikt zullen worden om met deze voorzitters contact te kunnen opnemen in het kader van het beheer van de kiesverrichtingen en om de toegang van de gebruikers tot de software, bedoeld in artikel 165, eerste tot derde lid, van het Kieswetboek, te beheren, zijn de naam, de voornaam, het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, de functie, het elektronisch adres en het telefoonnummer.

Deze gegevens worden, mits het voorafgaande akkoord van de betrokken personen, door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken bewaard tot de dag van de verkiezing die volgt op de verkiezing waarvoor deze gegevens meegedeeld werden.”.

Art. 91. Artikel 13 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 17 november 2016, wordt hersteld als volgt:

“Art. 13. Het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege wijst in elke gemeente minstens vier maanden vóór de dag van de verkiezing een personeelslid van het gemeentebestuur aan dat belast is met de coördinatie van de taken betreffende de organisatie van de verkiezingen die aan het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege toevertrouwd worden. Deze persoon is het contactpunt van de gemeente voor de kieshoofdbureaus, de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en de burgers.

De contactgegevens van het in het eerste lid bedoelde personeelslid van het gemeentebestuur worden digitaal naar de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken doorgestuurd binnen de vierentwintig uur na zijn aanwijzing.

De doorgestuurde gegevens, die gebruikt zullen worden om met deze personen contact te kunnen opnemen in het kader van het beheer van de kiesverrichtingen en om de toegang van deze personen tot de software waarmee de gemeenten de informatie betreffende de stem- en telbureaus kunnen uitwisselen, te beheren, zijn de naam, de voornaam, het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, de functie, het elektronisch adres en het telefoonnummer.

Deze gegevens worden, mits het voorafgaande akkoord van de betrokken personen, door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken bewaard tot de dag van de verkiezing die volgt op de verkiezing waarvoor deze gegevens meegedeeld werden.

Het personeelslid van het gemeentebestuur van de gemeente die kantonhoofdplaats is, heeft het recht om de vergaderingen van het kantonhoofdbureau met adviserende stem bij te wonen.”.

Art. 92. Artikel 15 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 14 april 2009, wordt vervangen als volgt:

“Art. 15. De bepalingen van de artikelen 100 tot 104 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de kiesbureaus die krachtens artikel 12 van deze wet opgericht worden, met dien verstande dat in artikel 104, eerste lid, de woorden “kieskring” vervangen worden door de woorden “kiescollege, van de provinciehoofdbureaus.”.

Art. 93. In artikel 18 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “in plaats van de woorden “dan op grond van artikel 147bis” de woorden “dan op grond van artikel 30 van deze wet”” vervangen door de woorden “in plaats van de woorden “dan met toepassing van artikel 147bis” de woorden “dan met toepassing van de bepalingen van artikel 30 van deze wet””;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit:

“1° à l'article 112, au lieu des mots “Les instructions pour l'électeur [modèle I], les dispositions du titre V et des articles 110 et 111 du présent Code “les mots “Les instructions pour l'électeur [modèle I a], annexée à la présente loi, les dispositions du titre V et des articles 110 et 111 du Code électoral”;

Art. 94. À l'article 19 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit:

“Les présentations de candidats doivent être déposées de manière électronique auprès du président du bureau principal de collège ou entre ses mains au plus tard le samedi cinquante-septième jour avant celui de l'élection à 12 heures. Si la présentation de candidats est déposée entre les mains du président du bureau principal de collège, cette opération se déroule le vendredi cinquante-huitième jour avant celui de l'élection, entre 14 et 16 heures, ou le samedi cinquante-septième jour avant celui de l'élection, entre 9 et 12 heures.”;

2° dans l'alinéa 2, les mots “recevra les présentations de candidats” sont remplacés par les mots “recevra physiquement les présentations de candidats. Ces informations sont également publiées en ligne par le Service public fédéral Intérieur”;

3° dans l'alinéa 3, le mot “Quinze” est remplacé par le mot “Vingt-Deux” et le mot “cinquième” est remplacé par le mot “douzième”;

4° dans le texte néerlandais de l'alinéa 3, le mot “stemopnemings-” est remplacé par le mot “tel-”.

Art. 95. À l'article 20 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 21 avril 2007, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “Chaque formation politique représentée par au moins un parlementaire dans l'une ou l'autre des assemblées parlementaires européenne, fédérales, communautaires ou régionales peut déposer un acte demandant la protection du sigle ou logo qu'elle envisage de mentionner dans l'acte de présentation visé à l'article 21, § 2. Le sigle ou le logo, ce dernier étant la représentation graphique du nom de la liste,” sont remplacés par les mots “Chaque formation politique, représentée par au moins un parlementaire dans l'une ou l'autre des assemblées parlementaires européenne, fédérales, communautaires ou régionales, ceci à la suite du dépôt de listes de candidats lors de la dernière élection de l'assemblée concernée, peut déposer un acte demandant la protection du sigle qu'elle envisage de mentionner dans l'acte de présentation visé à l'article 21, § 2. Le sigle”;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante:

“Le Roi détermine la liste des caractères pouvant être utilisés.”;

3° dans l'alinéa 2, les mots “ou logo” sont chaque fois abrogés;

4° dans l'alinéa 3, les mots “ou logo” sont abrogés;

5° dans l'alinéa 4, les mots “ou logo” sont abrogés;

6° dans l'alinéa 5, les mots “ou logos” sont abrogés et le mot “quatre” est remplacé par le mot “cinq”;

7° dans l'alinéa 6, les mots “ou logos” sont abrogés;

8° dans l'alinéa 7, les mots “ou logos” sont chaque fois abrogés;

9° dans l'alinéa 8, les mots “ou logo” sont chaque fois abrogés.

Art. 96. À l'article 21 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 1^{er} juin 2022, les modifications suivantes sont apportées:

1° il est inséré un paragraphe 1bis rédigé comme suit:

“§ 1bis. Par leur signature, les électeurs et les parlementaires belges visés au paragraphe 1^{er} déclarent soutenir une liste de candidats dont ils ont pris connaissance du sigle, du nombre de candidats et de l'identité de ceux-ci.”;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots “par un des trois signataires au moins désignés par les candidats ou par un des deux candidats désignés par les parlementaires présents” sont remplacés par les mots “par un des trois candidats désignés soit par les électeurs visés au paragraphe 1^{er}, soit par les parlementaires présents”;

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt de bepaling onder 1° vervangen als volgt:

“1° in artikel 112, in plaats van de woorden “De onderrichtingen voor de kiezer [model I], de bepalingen van titel V en van de artikelen 110 en 111 van dit Wetboek” de woorden “De onderrichtingen voor de kiezer [model Ia], bijgevoegd bij deze wet, de bepalingen van titel V en van de artikelen 110 en 111 van het Kieswetboek”;

Art. 94. In artikel 19 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

“De voordrachten van kandidaten moeten elektronisch ingediend worden bij de voorzitter van het collegehoofdbureau of persoonlijk aan hem afgegeven worden uiterlijk op zaterdag, de zeventienvijftigste dag vóór de dag van de verkiezing om 12 uur. Indien de voordracht van kandidaten persoonlijk aan de voorzitter van het collegehoofdbureau wordt afgegeven, moet dat gebeuren op vrijdag, de achteventigste dag vóór de dag van de verkiezing tussen 14 en 16 uur of op zaterdag, de zeventienvijftigste dag vóór de dag van de verkiezing tussen 9 en 12 uur.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “de voordrachten van kandidaten in ontvangst zal nemen” vervangen door de woorden “de voordrachten van kandidaten fysiek in ontvangst zal nemen. De Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken publiceert deze informatie tevens online.”;

3° in het derde lid wordt het woord “vijftien” vervangen door het woord “tweëntwintig” en wordt het woord “vijfde” vervangen door het woord “twaalfde”;

4° in het derde lid wordt het woord “stemopnemings-” vervangen door het woord “tel-”.

Art. 95. In artikel 20 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 april 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “Elke politie formatie die door minstens één parlementslid vertegenwoordigd is in een van de parlementaire assemblees, ongeacht of zulks op Europees, federaal, gemeenschaps- dan wel gewestelijk niveau is, kan een akte indienen tot bescherming van het letterwoord of logo dat zij voornemens is in de voordrachtsakte te vermelden overeenkomstig artikel 21, § 2. Het letterwoord of logo, waarbij dit laatste de grafische voorstelling is van de naam van de lijst,” vervangen door de woorden “Elke politieke formatie die door ten minste één parlementslid vertegenwoordigd is in één van de parlementaire assemblees op Europees, federaal, gemeenschaps- dan wel gewestelijk niveau, dit na de indiening van kandidatenlijsten bij de laatste verkiezing van de desbetreffende assemblee, kan een akte neerleggen om de bescherming te vragen van het letterwoord dat zij in de voordrachtsakte bedoeld in artikel 21, § 2, wil vermelden. Het letterwoord”;

2° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“De Koning bepaalt de lijst van de karakters die gebruikt mogen worden.”;

3° in het tweede lid worden de woorden “of logo” telkens opgeheven;

4° in het derde lid worden de woorden “of logo” opgeheven;

5° in het vierde lid worden de woorden “of logo” opgeheven;

6° in het vijfde lid worden de woorden “of logo's” geschrapt en wordt het woord “vier” vervangen door het woord “vijf”;

7° in het zesde lid worden de woorden “of logo's” opgeheven;

8° in het zevende lid worden de woorden “of logo's” telkens opgeheven;

9° in het achtste lid worden de woorden “of logo” telkens opgeheven.

Art. 96. In artikel 21 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 1 juni 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een paragraaf 1bis ingevoegd, luidende:

“§ 1bis. Door hun handtekening verklaren de kiezers en de Belgische parlementsliden bedoeld in paragraaf 1 dat zij een kandidatenlijst ondersteunen waarvan zij kennis genomen hebben van het letterwoord, het aantal kandidaten en hun identiteit.”;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “door ten minste één van de drie ondertekenaars aangewezen door de kandidaten of door een van de twee kandidaten aangewezen door de parlementsliden die de kandidaten voordragen” vervangen door de woorden “door één van de drie kandidaten aangewezen hetzij door de kiezers bedoeld in paragraaf 1, hetzij door de parlementsliden die kandidaten voordragen”;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots “, un bourgmestre” sont insérés entre les mots “un juge de paix” et les mots “ou un notaire”, les mots “, la profession” sont abrogés, les mots “l’article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983” sont remplacés par les mots “l’article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983” et les mots “, à l’exception du sexe,” sont insérés entre les mots “mêmes indications” et les mots “sont, le cas échéant”;

4° dans le paragraphe 2, l’alinéa 2, est complété par les phrases suivantes:

“Avec l’accord écrit du candidat, l’adresse électronique de celui-ci et son numéro de téléphone peuvent être enregistrés par le président du bureau principal de collège en vue d’être transmis au greffe de la Chambre des représentants qui pourra se servir de ces données en vue de contacter les candidats désignés élus après le scrutin. Ces données sont toutefois détruites un mois après la validation du scrutin.”;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots “ou le logo” sont abrogés, les mots “ou logo” sont chaque fois abrogés et les mots “peut être présenté soit sur une seule ligne, les deux éléments étant séparés par un tiret, soit sur deux lignes, le premier élément sur une ligne et l’élément complémentaire sur une seconde ligne, les deux lignes étant séparées par un trait horizontal” sont remplacés par les mots “est présenté sur une seule ligne, les deux éléments étant séparés par un tiret”;

6° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots “ou logo” sont abrogés et les mots “ou logos” sont abrogés;

7° dans le paragraphe 2, alinéa 5, les mots “ou logo” sont abrogés;

8° dans le paragraphe 2, alinéa 6, les mots “est certifiée” sont chaque fois remplacés par les mots “ainsi que leur signature sont certifiées”;

9° dans le paragraphe 2, l’alinéa 7 est complété par la phrase suivante:

“L’acte d’acceptation de la candidature peut être établi de manière commune à tous les candidats d’une même liste ou être établie individuellement pour un ou plusieurs candidats d’une même liste le cas échéant.”;

10° le paragraphe 2, alinéa 12, est remplacé par ce qui suit:

“Les candidats dans leur acte d’acceptation désignent, parmi eux, trois candidats qu’ils autorisent à faire le dépôt de cet acte.”;

11° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Les données des candidats qui acceptent leur candidature peuvent être transmises en application de l’article 240bis du Code électoral. Les noms et prénoms tels qu’ils sont mentionnés sur le bulletin de vote, à l’exception du nom du conjoint ou du conjoint décédé utilisé en application de l’alinéa 2, la liste de candidats sur laquelle figurent ces candidats ainsi que les résultats électoraux qui y sont associés, sont conservés et librement accessibles de manière illimitée, pour permettre la réalisation de recherche historique par toute personne, sur le site web des résultats électoraux du Service public fédéral Intérieur et auprès des Archives de l’Etat.”;

12° dans le paragraphe 5, alinéa 4, les mots “ou logo” sont abrogés;

13° dans le paragraphe 5, alinéa 5, les mots “ou logo” sont abrogés.

Art. 97. Dans l’article 22, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 12 décembre 2021, le 11° est remplacé par ce qui suit:

“11° l’article 126, alinéa 4, doit être lu comme suit:

“Le procès-verbal de l’élection, rédigé et signé de manière digitale séance tenante par les membres du bureau, est adressé immédiatement au Parlement européen. Une copie du procès-verbal est envoyée au ministre de l’Intérieur. Des extraits de ce procès-verbal sont immédiatement adressés aux élus”.

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden “, een burgemeester” ingevoegd tussen de woorden “een vrederechter” en de woorden “of een notaris”, worden de woorden “, het beroep” opgeheven, worden de woorden “artikel 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983” vervangen door de woorden “artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983”, en worden de woorden “, met uitzondering van het geslacht,” ingevoegd tussen de woorden “dezelfde vermeldingen” en het woord “aangebracht”;

4° paragraaf 2, tweede lid, wordt aangevuld met de volgende zinnen:

“Het elektronisch adres van de kandidaat en zijn telefoonnummer mogen, mits zijn schriftelijk akkoord, door de voorzitter van het collegehoofdbureau geregistreerd worden, teneinde doorgestuurd te worden naar de griffie van de Kamer van volksvertegenwoordigers, die deze gegevens zal kunnen gebruiken om de verkozen verklaarde kandidaten na de verkiezing te kunnen contacteren. Deze gegevens worden echter vernietigd een maand na de geldigverklaring van de stemming.”;

5° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden “of het logo” geschrapt, worden de woorden “of logo” telkens geschrapt en worden de woorden “mag het letterwoord of logo dat op het stembiljet boven de kandidatenlijst moet staan, ofwel op één lijn gezet worden, waarbij de twee elementen door een streepje gescheiden zijn, ofwel op twee lijnen, namelijk het eerste element op één lijn en het bijkomende element op de tweede, waarbij de twee lijnen door een horizontale streep gescheiden zijn” vervangen door de woorden “wordt het letterwoord op één lijn gezet, waarbij de twee elementen door een streepje gescheiden zijn”;

6° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden “of logo” en “of logo’s” opgeheven;

7° in paragraaf 2, vijfde lid, worden de woorden “of logo” opgeheven;

8° in paragraaf 2, zesde lid, worden in de eerste zin de woorden “wordt erkend” vervangen door de woorden “alsook hun handtekening worden gecertificeerd” en wordt de tweede zin vervangen als volgt: “Wat de Belgische kiezers die in het buitenland verblijven, betreft, worden de hoedanigheid van kiezer en de handtekening elektronisch erkend door de consulaire post waar zij zijn ingeschreven.”;

9° in paragraaf 2 wordt het zevende lid aangevuld met de volgende zin:

“De akte van bewilliging van de kandidaatstelling kan gezamenlijk voor alle kandidaten van éénzelfde lijst opgemaakt worden of individueel voor één of meerdere kandidaten van éénzelfde lijst in voorkomend geval.”;

10° paragraaf 2, twaalfde lid, wordt vervangen als volgt:

“In hun akte van bewilliging wijzen de kandidaten onder hen drie kandidaten aan die zij machtigen om deze akte in te dienen.”;

11° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende:

“De gegevens van de kandidaten die hun kandidaatstelling aanvaren, mogen doorgestuurd worden met toepassing van artikel 240bis van het Kieswetboek. De namen en voornamen zoals vermeld op het stembiljet, met uitzondering van de naam van de echtgenoot of overleden echtgenoot gebruikt in toepassing van het tweede lid, en de kandidatenlijst waarop deze kandidaten voorkomen, alsook hun desbetreffende kiesresultaten, worden bewaard en zijn onbeperkt toegankelijk, met het oog op historisch onderzoek door elkeen, op de website van de kiesresultaten van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en bij het Rijksarchief.”;

12° in paragraaf 5, vierde lid, worden de woorden “of logo” opgeheven;

13° in paragraaf 5, vijfde lid, worden de woorden “of logo” opgeheven.

Art. 97. In artikel 22, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 12 december 2021, wordt de bepaling onder 11° vervangen als volgt:

“11° moet artikel 126, vierde lid, als volgt gelezen worden:

“Het proces-verbaal van de verkiezing staande de vergadering digitaal opgemaakt en ondertekend door de leden van het bureau, wordt onmiddellijk naar het Europees Parlement gestuurd. Een kopie van het proces-verbaal wordt naar de minister van Binnenlandse Zaken gestuurd. Uittreksels uit dit proces-verbaal worden onmiddellijk naar de verkozenen gestuurd.”.

Art. 98. À l'article 24, § 2, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° le 1° est remplacé par ce qui suit:

"1° de lire dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, au lieu des mots "article 116, § 4, alinéa 2", les mots "article 21, § 2, alinéa 3, de la présente loi";

2° il est inséré le 1°bis rédigé comme suit:

"1°bis de lire dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, au lieu des mots "article 116, § 4, alinéa 1^{er}", les mots "article 21, § 2, alinéa 2, de la présente loi";

3° le 2° est remplacé par ce qui suit:

"2° de remplacer le paragraphe 2 par la disposition suivante:

"Le bureau principal de collège arrête le bulletin de vote pour l'élection du Parlement européen. Il tient compte à cet effet de l'ordre des numéros attribués par le tirage au sort visé à l'article 20, alinéa 4, de la présente loi.

Le bureau procède ensuite à un tirage au sort complémentaire en vue d'attribuer un numéro d'ordre aux listes qui n'en sont pas pourvues à ce moment, en commençant par les listes complètes.

Le tirage au sort visé à l'alinéa 2 s'effectue, au sein du bureau principal du collège électoral français, entre les numéros pairs, et au sein du bureau principal du collège électoral néerlandais, entre les numéros impairs, qui suivent immédiatement le numéro le plus élevé conféré par le tirage au sort visé à l'article 20, alinéa 4.

Les présidents du bureau principal du collège électoral français et du collège électoral néerlandais communiquent électroniquement sans délai le résultat du tirage au sort auquel ils ont procédé, conformément à la disposition qui précède, au président du collège électoral germanophone. Celui-ci procède, en vue de numéroter les listes de candidats qui ont été déposées devant ce collège mais qui n'ont pas obtenu un numéro d'ordre conféré par le tirage au sort visé à l'article 20, alinéa 4, à tirage au sort complémentaire entre les numéros qui suivent immédiatement le numéro le plus élevé parmi ceux attribués, en application de l'alinéa 3, par les présidents des bureaux principaux des collèges électoraux français et néerlandais.

Les présidents des bureaux principaux des collèges électoraux français et néerlandais communiquent électroniquement en outre sans délai le résultat du tirage au sort auquel ils ont procédé aux présidents des bureaux principaux de province de leur ressort ainsi qu'au président du bureau principal de la circonscription électorale de Bruxelles-Capitale.

En outre, les présidents de chacun des trois bureaux principaux de collège transmettent sans délai au ministre de l'Intérieur, dans les trois jours, le résultat du tirage au sort complémentaire auquel ils ont procédé en vertu des dispositions qui précèdent. Dans le tableau reprenant ledit résultat, ils mentionnent les sigles, en ce y compris leur signification, auxquels correspondent les numéros conférés par ce tirage au sort complémentaire."

Art. 99. Dans l'article 25, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "23 et 24" sont remplacés par les mots "23, alinéas 2 à 5, et 24, §§ 1^{er}, 3 et 4,".

Art. 100. Dans l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 19 juillet 2012, les mots "la veille" sont remplacés par les mots "au plus tard le jour".

Art. 101. Dans le texte néerlandais des articles 26, 28, 31/2, 31/4, 33, alinéa 2, 3° et 3°/1, et 34 de la même loi, le mot "stemopnemingsbureau" est chaque fois remplacé par le mot "telbureau".

Art. 102. À l'article 28 de la même loi, modifié par la loi du 11 mars 2003, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, le mot "Cinq" est remplacé par le mot "Douze";

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Les dispositions de l'article 131, alinéas 5 et 6, du Code électoral, sont applicables à l'élection du Parlement européen."

Art. 103. Dans l'article 31/1, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 17 novembre 2016 et modifié par la loi du 1^{er} juin 2022, les mots "l'article 180^{quater}, § 1^{er}" sont remplacés par les mots "l'article 180^{quater}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}".

Art. 98. In artikel 24, § 2, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de bepaling onder 1° wordt vervangen als volgt:

"1° moeten in paragraaf 1, eerste lid, in plaats van de woorden "artikel 116, § 4, tweede lid", de woorden "artikel 21, § 2, derde lid, van deze wet" gelezen worden";

2° er wordt de bepaling onder 1°bis ingevoegd, luidende:

"1°bis moeten in paragraaf 1, tweede lid, in plaats van de woorden "artikel 116, § 4, eerste lid", de woorden "artikel 21, § 2, tweede lid, van deze wet" gelezen worden";

3° de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt:

"2° moet paragraaf 2 vervangen worden door de volgende bepaling:

"Het collegehoofdbureau stelt het stembiljet voor de verkiezing van het Europees Parlement vast. Het houdt daartoe rekening met de volgorde van de nummers die werden toegekend bij de loting bedoeld in artikel 20, vierde lid, van deze wet.

Vervolgens gaat het bureau over tot een aanvullende loting teneinde een volgnummer toe te kennen aan de lijsten die er op dat ogenblik nog geen hebben, beginnend met de volledige lijsten.

De in het tweede lid bedoelde loting gebeurt in het hoofdbureau van het Nederlandse kiescollege tussen de onpare nummers en in het hoofdbureau van het Franse kiescollege tussen de pare nummers, die onmiddellijk volgen op het hoogste nummer dat is toebedeeld door de loting bedoeld in artikel 20, vierde lid.

De voorzitters van het hoofdbureau van het Nederlandse kiescollege en van het Franse kiescollege delen het resultaat van de loting die zij overeenkomstig de voorgaande bepaling gedaan hebben, onmiddellijk elektronisch mee aan de voorzitter van het Duitstalige kiescollege. Teneinde de kandidatenlijsten te nummeren die bij dit college werden ingediend, maar nog geen volgnummer toegewezen gekregen hebben door de loting bedoeld in artikel 20, vierde lid, doet de voorzitter van het Duitstalige kiescollege een bijkomende loting tussen de nummers die onmiddellijk volgen op het hoogste nummer dat is toegekend, met toepassing van het derde lid, door de voorzitters van de hoofdbureaus van de Nederlandse en Franse kiescolleges.

De voorzitters van de hoofdbureaus van de Nederlandse en Franse kiescolleges delen bovendien onmiddellijk elektronisch de uitslag van hun loting mee aan de voorzitters van de provinciehoofdbureaus in hun ambtsgebied, alsook aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring Brussel-Hoofdstad.

Daarnaast sturen de voorzitters van de drie collegehoofdbureaus het resultaat van de bijkomende loting waartoe zij zijn overgegaan krachtens de voorgaande bepalingen, onmiddellijk en binnen de drie dagen door naar de minister van Binnenlandse Zaken. In de desbetreffende resultatentabel vermelden zij de letterwoorden, met inbegrip van de betekenis ervan, waarmee de nummers die door die bijkomende loting zijn toebedeeld, overeenstemmen. ""

Art. 99. In artikel 25, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "23 en 24" vervangen door de woorden "23, tweede tot vijfde lid, en 24, §§ 1, 3 en 4,".

Art. 100. In artikel 26, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 juli 2012, worden de woorden "daags vóór de stemming" vervangen door de woorden "uiterlijk op de dag van de verkiezing,".

Art. 101. In de artikelen 26, 28, 31/2, 31/4, 33, tweede lid, 3° en 3°/1, en 34 van dezelfde wet, wordt het woord "stemopnemingsbureau" telkens vervangen door het woord "telbureau".

Art. 102. In artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 11 maart 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "Vijf" vervangen door het woord "Twaalf";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De bepalingen van artikel 131, vijfde en zesde lid, van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van het Europees Parlement."

Art. 103. In artikel 31/1, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 november 2016 en gewijzigd bij de wet van 1 juni 2022, worden de woorden "artikel 180^{quater}, § 1" vervangen door de woorden "artikel 180^{quater}, § 1, eerste lid".

Art. 104. Dans l'article 31/3, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 17 novembre 2016 et modifié par la loi du 1^{er} juin 2022, les mots "l'article 180sexies, § 1^{er}" sont remplacés par les mots "l'article 180sexies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}".

Art. 105. À l'article 31/4, § 6, de la même loi, inséré par la loi du 17 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "entre les bureaux de dépouillement du canton dont fait partie la commune chef-lieu de collège" sont remplacés par les mots "entre des bureaux de dépouillement constitués spécifiquement, au sein du canton dont fait partie la commune chef-lieu de collège, pour dépouiller ceux-ci";

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° dans l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 2, les mots "entre les bureaux de dépouillement d'un autre canton de cette province" sont remplacés par les mots "entre des bureaux de dépouillement constitués spécifiquement, au sein d'un autre canton de cette province, pour dépouiller ceux-ci";

4° dans le texte néerlandais de l'alinéa 6, devenant l'alinéa 5, le mot "stemopnemingsbureaus" est remplacé par le mot "telbureaus" et l'alinéa 6, devenant l'alinéa 5, est complété par la phrase suivante: "Le bureau principal peut également décider de dépouiller lui-même ces bulletins."

Art. 106. Dans le texte néerlandais de l'intitulé du titre III, chapitre IV, de la même loi, le mot "Stemopneming" est remplacé par le mot "Telling".

Art. 107. À l'article 33, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 17 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 4°, le b) est remplacé par ce qui suit:

"b) de lire l'alinéa 11 comme suit:

"Le président du bureau principal de canton ou la personne qu'il désigne à cette fin communique sans délai au ministre de l'Intérieur par la voie digitale, en utilisant la signature électronique émise au moyen de sa carte d'identité, le total des bulletins déposés, le total des bulletins valables, le total des bulletins blancs et nuls, le chiffre électoral de chaque liste et le total des suffrages nominatifs qui sont obtenus par chaque candidat titulaire ou suppléant.

Le président du bureau principal de canton envoie sans délai par la voie digitale, en utilisant la signature électronique émise au moyen de sa carte d'identité, le procès-verbal digital de son bureau reprenant le tableau récapitulatif, au président du bureau principal de province qui en donne récépissé et au ministre de l'Intérieur. Les doubles des tableaux de dépouillement sont également transmis au président du bureau principal de province";

2° le 5° est remplacé par ce qui suit:

"5° à l'article 162, il y a lieu de lire l'alinéa 3 comme suit:

"Le procès-verbal, auquel est joint le paquet contenant les bulletins contestés, est placé sous enveloppe cachetée dont la suscription indique le contenu. Cette enveloppe et celles qui contiennent les procès-verbaux des bureaux de vote sont réunies en un paquet fermé et cacheté, que le président du bureau principal de canton fait parvenir, dans les vingt-quatre heures, au président du bureau principal de la province."

Art. 108. Dans l'article 36, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

a) le 2° est remplacé par ce qui suit:

"2° de lire comme suit l'article 164, alinéa 2:

À la demande du président du bureau principal de collège, le collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle le bureau est établi doit mettre à la disposition de celui-ci le personnel dont le nombre est fixé par le Roi, les locaux et le matériel nécessaire à l'accomplissement de leur mission. Les frais faisant suite à cette mise à disposition sont répartis conformément à l'art. 130, alinéa 5, du Code électoral."

b) le 6° est abrogé.

Art. 109. Dans le texte néerlandais de l'article 36/1, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 19 avril 2018, le mot "stemopnemingsproces" est remplacé par les mots "proces van de telling".

Art. 104. In artikel 31/3, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 november 2016 en gewijzigd bij de wet van 1 juni 2022, worden de woorden "artikel 180sexies, § 1" vervangen door de woorden "artikel 180sexies, § 1, eerste lid".

Art. 105. In artikel 31/4, § 6, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 17 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "onder de stemopnemingsbureaus van het kanton waarvan de hoofdplaatsgemeente van het college deel uitmaakt" vervangen door de woorden "onder de daartoe specifiek samengestelde telbureaus binnen het kanton waarvan de hoofdplaatsgemeente van het college deel uitmaakt, teneinde deze te tellen";

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het vroegere derde lid, dat het tweede lid wordt, worden de woorden "onder de stemopnemingsbureaus van een ander kanton van deze provincie" vervangen door de woorden "onder de daartoe specifiek samengestelde telbureaus binnen een ander kanton van deze provincie, teneinde deze te tellen";

4° in het zesde lid, dat het vijfde lid wordt, wordt het woord "stemopnemingsbureaus" vervangen door het woord "telbureaus" en het zesde lid, dat het vijfde lid wordt, wordt aangevuld met de volgende zin: "Het hoofdbureau kan eveneens beslissen om deze stembiljetten zelf te tellen."

Art. 106. In het opschrift van titel III, hoofdstuk IV, van dezelfde wet, wordt het woord "Stemopneming" vervangen door het woord "Telling".

Art. 107. In artikel 33, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 4° wordt de bepaling onder b) vervangen als volgt:

"b) het elfde lid lezen als volgt:

"De voorzitter van het kantonhoofdbureau of de persoon die hij daartoe aanwijst, deelt het totale aantal ingediende stembiljetten, het totale aantal geldige stembiljetten, het totale aantal blanco en ongeldige stembiljetten, het kiescijfer van elke lijst en het totale aantal naamstemmen behaald per kandidaat-titularis of kandidaat-opvolger, onmiddellijk digitaal mee aan de minister van Binnenlandse Zaken door de elektronische handtekening met behulp van zijn identiteitskaart te gebruiken.

De voorzitter van het kantonhoofdbureau verstuurt het digitale proces-verbaal van zijn bureau, dat de samenvattende tabel bevat, onmiddellijk digitaal, door de elektronische handtekening met behulp van zijn identiteitskaart te gebruiken, naar de voorzitter van het provinciehoofdbureau, die er de ontvangst van bevestigt, en naar de minister van Binnenlandse Zaken. De dubbele exemplaren van de samenvattende tabellen van de telling worden ook naar de voorzitter van het provinciehoofdbureau verstuurd."

2° de bepaling onder 5° wordt vervangen als volgt:

"5° moet in artikel 162 het derde lid gelezen worden als volgt:

"Het proces-verbaal, waarbij het pak met de betwiste stembiljetten is bijgevoegd, wordt in een verzegelde omslag gestoken, waarop de desbetreffende inhoud vermeld wordt. Deze omslag en de omslagen die de processen-verbaal van de stembureaus bevatten, worden samen in een gesloten, verzegeld pak gestoken, dat de voorzitter van het kantonhoofdbureau binnen de vierentwintig uur naar de voorzitter van het provinciehoofdbureau stuurt."

Art. 108. In artikel 36, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt:

"2° moet artikel 164, tweede lid, als volgt worden gelezen:

Op aanvraag van de voorzitter van het collegehoofdbureau moet het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op het grondgebied waarvan die bureaus zich bevinden, hem het door de Koning vastgelegde aantal personeelsleden, de lokalen en het materiaal ter beschikking stellen dat zij nodig hebben voor de uitvoering van hun opdracht. De kosten die deze terbeschikkingstelling met zich meebrengt, worden verdeeld overeenkomstig art. 130, vijfde lid, van het Kieswetboek."

b) de bepaling onder 6° wordt opgeheven.

Art. 109. In artikel 36/1, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 april 2018, wordt het woord "stemopnemingsproces" vervangen door de woorden "proces van de telling".

Art. 110. Dans l'article 37, alinéa 1^{er}, de la même loi, remplacé par la loi du 19 avril 2018, le mot "digital" est inséré entre les mots "du procès-verbal" et les mots "de son bureau" et la phrase "Une version papier de ce procès-verbal, rédigé et signé séance tenante par les membres du bureau principal de collège et les témoins, est également adressé, dans les cinq jours, au greffier de la Chambre des représentants." est abrogée.

Art. 111. À l'article 41 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 12 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, 1°bis, le mot "9bis" est remplacé par le mot "8";

2° dans l'alinéa 3, les mots "à l'exception de celle visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, à laquelle il" sont remplacés par les mots "à l'exception de celles visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 3°, auxquelles il".

Art. 112. L'article 43^{quater} de la même loi, inséré par la loi du 19 avril 2018, est remplacé ce qui suit:

"Art. 43^{quater}. Les données relatives aux candidats visées à l'article 21, § 2, alinéa 2, à l'exception du numéro d'identification visé à l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, sont conservées pendant trente ans après l'élection par le Service public fédéral Intérieur. Après cette période, ces données sont conservées par les Archives de l'État en application de loi du 24 juin 1955 relative aux archives.

Ces données peuvent être transmises, en vue de la réalisation de recherches scientifiques et/ou statistiques sur les candidats aux élections et sur le résultat des élections, aux personnes, qui en font la demande par écrit. Cette demande est accompagnée d'une description précise du projet de recherche, répondant aux normes scientifiques en vigueur, comprenant une énumération suffisamment détaillée de la série de données à consulter et décrivant les méthodes d'analyse."

Art. 113. Dans la même loi, il est inséré un article 43^{quinquies} rédigé comme suit:

"Art. 43^{quinquies}. Les dispositions de l'article 203^{bis} du Code électoral sont applicables à l'élection du Parlement européen.

Toutefois, il y a lieu pour cette application:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 2, de remplacer les mots "dans les cas visés à l'article 105, au moins six semaines avant le jour de l'élection, et, dans le cas visé à l'article 106, au moins vingt jours avant celui de l'élection" sont remplacés par les mots "au moins six semaines avant le jour de l'élection";

2° dans le paragraphe 4, de remplacer les mots "de circonscription" par les mots "de collège".

Art. 114. L'article 45 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

"Art. 45. Dans les six mois qui précèdent l'établissement des listes des électeurs visées à l'article 3, le ministre de l'Intérieur transmet aux mineurs belges, visés à l'article 1^{er}, § 2, 1°/1, un courrier les informant sur les conditions et les modalités de l'exercice du droit de vote, et transmet aux ressortissants des autres États membres de l'Union européenne, visés à l'article 1^{er}, § 2, 2°, un courrier les informant sur les conditions et les modalités de l'exercice du droit de vote et du droit d'éligibilité. À cet effet, les services du Service public fédéral Intérieur, au nom et pour le compte du ministre de l'Intérieur, sont autorisés à accéder et à recevoir communication de leurs données de ces personnes relatives aux nom, prénoms, date de naissance, nationalité et résidence principale; ces mêmes services sont également autorisés à utiliser le numéro de Registre national. Les données ainsi collectées seront détruites six mois après la date des élections européennes."

Art. 110. In artikel 37, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 19 april 2018, wordt het woord "digitale" ingevoegd tussen het woord "het" en het woord "proces-verbaal" en wordt de zin "Een papier versie van dat proces-verbaal, staande de vergadering opgemaakt en ondertekend door de leden van het collegehoofdbureau en de getuigen, wordt eveneens binnen de vijf dagen naar de griffier van de Kamer van volksvertegenwoordigers verstuurd." opgeheven.

Art. 111. In artikel 41 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 12 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 1°bis, wordt het woord "9bis" vervangen door het woord "8";

2° in het derde lid, worden de woorden "de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3°" vervangen door de woorden "de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1° en 3°".

Art. 112. Artikel 43^{quater} van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 april 2018, wordt vervangen als volgt:

"Art. 43^{quater}. De gegevens betreffende de kandidaten bedoeld in artikel 21, § 2, tweede lid, met uitzondering van het identificatienummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, worden door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken bewaard gedurende dertig jaar na de verkiezingen. Na deze periode worden deze gegevens door het Rijksarchief bewaard met toepassing van de Archiefwet van 24 juni 1955.

Met het oog op de uitvoering van wetenschappelijke en/of statistische onderzoeken over de verkiezingskandidaten en de kiesresultaten, mogen deze gegevens meegedeeld worden aan de personen die daartoe een schriftelijke aanvraag indienen. Deze aanvraag bevat een nauwkeurige beschrijving van het onderzoeksproject, dat aan de geldende wetenschappelijke normen moet voldoen, alsook een voldoende gedetailleerde opsomming van de te raadplegen gegevens en een beschrijving van de analysemethoden."

Art. 113. In dezelfde wet wordt een artikel 43^{quinquies} ingevoegd, luidende:

"Art. 43^{quinquies}. De bepalingen van artikel 203^{bis} van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van het Europees Parlement.

Echter, voor deze toepassing:

1° moeten in paragraaf 2, tweede lid, de woorden "minstens zes weken vóór de dag van de verkiezingen in de in artikel 105 bedoelde gevallen en minstens twintig dagen vóór de dag van de verkiezingen in het in artikel 106 bedoelde geval" vervangen worden door de woorden "minstens zes weken vóór de dag van de verkiezing";

2° moeten in paragraaf 4 de woorden "van de kieskringhoofdbureau" vervangen worden door de woorden "van de collegehoofdbureau".

Art. 114. Artikel 45 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt:

"Art. 45. In de zes maanden voorafgaand aan de opstelling van de in artikel 3 bedoelde kiezerslijsten zendt de minister van Binnenlandse Zaken aan de Belgische minderjarigen, bedoeld in artikel 1, § 2, 1°/1, een brief waarin ze geïnformeerd worden over de voorwaarden waaronder en de wijze waarop het actief kiesrecht wordt uitgeoefend en aan de onderdanen van de andere lidstaten van de Europese Unie, bedoeld in artikel 1, § 2, 2°, een brief waarin ze geïnformeerd worden over de voorwaarden waaronder en de wijze waarop het actief en passief kiesrecht worden uitgeoefend. Daartoe zijn de diensten van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, in naam en voor rekening van de minister van Binnenlandse Zaken, gemachtigd om toegang te hebben tot hun gegevens betreffende naam, voornamen, geboortedatum, nationaliteit en hoofdverblijfplaats en deze gegevens te ontvangen; deze zelfde diensten zijn tevens gemachtigd om het nummer van het nationaal register te gebruiken. De aldus verzamelde gegevens worden zes maanden na de datum van de Europese verkiezingen vernietigd."

CHAPITRE 8. — *Modifications de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier*

Art. 115. À l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 7 février 2014 organisant le vote électronique avec preuve papier, modifié par la loi du 19 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, le mot "geautomatiseerd" est remplacé par le mot "elektronisch";

2° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots "et une imprimante" sont abrogés.

Art. 116. À l'article 5 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "alinéa 1^{er}," sont insérés entre les mots "§ 1^{er}," et les mots "est soit la propriété", et les mots "étant entendu que les systèmes électroniques de totalisation des votes d'un canton électoral sont la propriété de la commune chef-lieu de canton," sont abrogés;

2° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante:

"Une commune peut également décider de louer un tel système.";

3° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"En cas de location du matériel par la commune, les frais en la matière sont à charge de celle-ci.";

4° dans le paragraphe 4, les mots "les cartes à puces," sont abrogés;

5° le paragraphe 4 est complété par la phrase suivante:

"La fourniture des cartes à puces de vote est à charge de la commune."

Art. 117. Dans le texte néerlandais des articles 6 et 30 de la même loi, le mot "stemopnemingsbureaus" est à chaque fois remplacé par le mot "telbureaus".

Art. 118. À l'article 8 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, alinéa 4, la phrase "Seules les listes présentées pour ce collège ou ce groupe linguistique sont ensuite affichées sur l'écran." est remplacée par la phrase "Afin d'aider l'électeur dans son choix, un aperçu des listes présentes dans chaque collège électoral ou groupe linguistique est affiché à titre informatif. Après avoir effectué le choix du collège électoral ou groupe linguistique, seules les listes présentées pour ce collège ou ce groupe linguistique sont ensuite affichées sur l'écran";

2° dans le paragraphe 2, alinéa 5, la phrase "Seules les listes présentées pour la circonscription ou le collège électoral choisi sont ensuite affichées." est remplacée par la phrase "Afin d'aider l'électeur dans son choix, un aperçu des listes présentes dans chaque circonscription ou collège électoral est affiché à titre informatif. Après avoir effectué le choix de la circonscription ou du collège électoral, seules les listes présentées pour la circonscription ou le collège électoral sont ensuite affichées sur l'écran.";

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots "ou le logo" sont abrogés.

Art. 119. Dans l'article 9, § 7, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "d'un guide ou d'un soutien" sont remplacés par les mots "de la personne".

Art. 120. Dans l'article 12 de la même loi, les mots "et le rapport des chiffres-clé contenant les éléments de sécurité" sont insérés entre les mots "Les supports de mémoire" et les mots "sont placés dans".

Art. 121. À l'article 13 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 2, les mots "les éléments de sécurité requis ainsi que" sont abrogés;

2° dans l'alinéa 3, les mots "d'une part, et les bulletins de vote, visés à l'article 16, alinéa 1^{er}, 3°, émis à titre de test par le président ou les membres du bureau de vote avant l'ouverture du bureau aux électeurs, d'autre part, sont placés dans des enveloppes scellées distinctes qui sont jointes" sont remplacés par les mots "sont placés dans une enveloppe scellée qui est jointe";

HOOFDSTUK 8. — *Wijzigingen van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk*

Art. 115. In artikel 4, § 1, van de wet van 7 februari 2014 tot organisatie van de elektronische stemming met papieren bewijsstuk, gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord "geautomatiseerd" vervangen door het woord "elektronisch";

2° in het eerste lid, 3°, worden de woorden "en een printer" opgeheven.

Art. 116. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "eerste lid," ingevoegd tussen het woord "§ 1," en de woorden "is ofwel eigendom", en worden de woorden "met dien verstande dat de elektronische systemen voor het optellen van de stemmen van een kieskanton de eigendom zijn van de gemeente die de hoofdplaats van een kanton is," opgeheven;

2° in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met de volgende zin:

"Een gemeente kan ook beslissen om dergelijk systeem te huren."

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Indien de gemeente het materiaal huurt, moet ze de desbetreffende kosten zelf dragen.";

4° in paragraaf 4 worden de woorden "de chipkaarten," opgeheven;

5° paragraaf 4 wordt aangevuld met de volgende zin:

"De gemeente zorgt voor de levering van de chipkaarten."

Art. 117. In de artikelen 6 en 30 van dezelfde wet, wordt het woord "stemopnemingsbureaus" telkens vervangen door het woord "telbureaus".

Art. 118. In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, vierde lid, wordt de zin "Alleen de voor dat kiescollege of die taalgroep voorgedragen lijsten verschijnen vervolgens op het scherm." vervangen door de zin "Teneinde de kiezer bij zijn keuze te helpen, wordt informatief een overzicht van de lijsten weergegeven die in elk kiescollege of in elke taalgroep worden voorgedragen. Nadat de kiezer het kiescollege of de taalgroep gekozen heeft, worden vervolgens enkel de voor dat college of die taalgroep voorgedragen lijsten op het scherm weergegeven.";

2° in paragraaf 2, vijfde lid, wordt de zin "Alleen de lijsten die voorgedragen werden voor de gekozen kieskring of het gekozen kiescollege worden vervolgens getoond." vervangen door de zin "Teneinde de kiezer bij zijn keuze te helpen, wordt informatief een overzicht van de lijsten weergegeven die in elke kieskring of in elk kiescollege worden voorgedragen. Nadat de kiezer de kieskring of het kiescollege gekozen heeft, worden vervolgens enkel de voor die kieskring of dat kiescollege voorgedragen lijsten op het scherm weergegeven.";

3° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "of logo" opgeheven.

Art. 119. In artikel 9, § 7, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden "door een zelf gekozen persoon laten begeleiden of bijstaan" vervangen door de woorden "door een persoon van zijn keuze laten bijstaan".

Art. 120. In artikel 12 van dezelfde wet worden de woorden "en het kerncijferrapport dat de veiligheidselementen bevat," ingevoegd tussen de woorden "De gegevensdragers" en de woorden "worden in een omslag gestoken".

Art. 121. In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt: "In het proces-verbaal worden de nodige statistieken bepaald door de minister van Binnenlandse Zaken, vermeld.";

2° in het derde lid worden de woorden "enerzijds, en de stembiljetten bedoeld in artikel 16, eerste lid, 3°, die uitgebracht werden als test door de voorzitter of de leden van het stembureau voor de opening van het bureau voor de kiezers, anderzijds, worden in afzonderlijke, verzegelde omslagen gestoken, die bij het proces-verbaal gevoegd worden" vervangen door de woorden "worden in een verzegelde omslag gestoken, die bij het proces-verbaal bijgevoegd wordt";

3° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit:

“Les cartes à puces ainsi que le papier électoral encore présent dans les imprimantes de vote ou non utilisé sont récupérés après la clôture des opérations de vote par un responsable désigné par le collègue des bourgmestre et échevins ou le collègue communal de la commune.”.

Art. 122. Dans l'article 14, alinéa 2, de la même loi, les mots “les bulletins de vote émis à titre de test par le président ou les membres du bureau de vote avant l'ouverture du bureau,” sont abrogés.

Art. 123. À l'article 16 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots “sur l'ordinateur visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°,” sont insérés entre les mots “le président vérifie” et les mots “que le compteur de nombre”;

2° dans l'alinéa 1^{er}, le 3° est remplacé par ce qui suit:

“3° le président et les membres du bureau émettent leur vote, en veillant à utiliser tous les ordinateurs de vote présents dans le bureau. Le président et les membres du bureau vérifient ensuite le contenu de leur bulletin de vote imprimé avec le lecteur de code-barres, visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, qui est présent dans un des isolements. Après avoir effectué cette vérification et pour autant que celle-ci soit positive, le président et les membres du bureau scannent leur bulletin de vote et l'insèrent dans l'urne conformément aux dispositions de l'article 10, § 1^{er}. Il est fait mention au procès-verbal de la réalisation de cette opération et des observations effectuées.”;

3° dans l'alinéa 2, les mots “et un second exemplaire est mis à la disposition des électeurs dans la salle d'attente” et la phrase “Ces listes sont également apposées dans chaque isolement.” sont abrogés.

Art. 124. À l'article 18, § 2, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “ou logos” sont abrogés;

2° dans l'alinéa 2, les mots “les supports de mémoire destinés à la totalisation” sont remplacés par les mots “les logiciels destinés à la totalisation”.

Art. 125. Dans l'article 19, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 19 avril 2018, les mots “sur le support de mémoire” sont remplacés par les mots “sur le logiciel”.

Art. 126. À l'article 20 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “peut intervenir” sont remplacés par les mots “intervient de manière électronique”;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante:

“Toutefois, la proclamation de la dernière tranche de bureaux de vote enregistrés peut être suspendue par le président du bureau principal de canton afin d'effectuer si nécessaire des contrôles.”;

3° dans l'alinéa 2, les mots “peut intervenir” sont remplacés par les mots “intervient de manière électronique”.

Art. 127. À l'article 21 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “dont les modèles sont fixés par le ministre de l'Intérieur” sont abrogés;

2° dans le texte néerlandais, le mot “stemopnemingstabel” est remplacé par les mots “samenvattende tabel van de telling” et le mot “stemopnemingstabellen” est chaque fois remplacé par les mots “samenvattende tabellen van de telling”.

3° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

“De chipkaarten en het stempapier dat nog in de stemprinters zit of niet gebruikt werd, worden na het afsluiten van de kiesverrichtingen gerecupereerd door een verantwoordelijke die door het college van burgemeester en schepenen of het gemeentecollege van de gemeente aangewezen werd.”.

Art. 122. In artikel 14, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden “de stembiljetten die uitgebracht werden als test door de voorzitter of de leden van het stembureau voor de opening van het bureau,” worden opgeheven.

Art. 123. In artikel 16 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden “op de computer bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°,” ingevoegd tussen de woorden “gaat de voorzitter” en de woorden “na of”;

2° in het eerste lid wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt:

“3° brengen de voorzitter en de bureauleden hun stem uit, waarbij ze ervoor zorgen dat ze alle in het bureau aanwezige stemcomputers gebruiken. Daarna controleren de voorzitter en de bureauleden de inhoud van hun geprint stembiljet met de in artikel 4, § 1, eerste lid, 4°, bedoelde barcodelezer die in één van de stemhokjes staat. Na deze controle en als deze controle positief is, scannen de voorzitter en de bureauleden hun stembiljet en steken ze het in de stembus overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, § 1. De uitvoering van deze verrichting en de desbetreffende waarnemingen worden in het proces-verbaal opgenomen.”;

3° in het tweede lid worden de woorden “en een tweede exemplaar wordt ter beschikking gesteld van de kiezers in het wachtlokaal” en de zin “Deze lijsten worden ook opgehangen in ieder stemhokje.” opgeheven.

Art. 124. In artikel 18, § 2, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “of logo's” opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden “de gegevensdragers die voor de optelling van de stemmen door de kantonhoofdbureaus zijn bestemd” vervangen door de woorden “de software die voor de optelling van de stemmen door de kantonhoofdbureaus is bestemd”.

Art. 125. In artikel 19, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 april 2018, worden de woorden “op de gegevensdrager” vervangen door de woorden “op de software”.

Art. 126. In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “kan gebeuren” vervangen door de woorden “gebeurt elektronisch”;

2° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin

“De afkondiging van het laatste gedeelte van geregistreerde stembureaus kan echter door de voorzitter van het kantonhoofdbureau opgeschort worden teneinde, indien nodig, controles te doen.”;

3° in het tweede lid worden de woorden “kan de bekendmaking door de voorzitter van het kantonhoofdbureau van gedeeltelijke resultaten die behaald werden door de lijsten, gebeuren” vervangen door de woorden “gebeurt de bekendmaking door de voorzitter van het kantonhoofdbureau van gedeeltelijke resultaten die behaald werden door de lijsten, elektronisch”.

Art. 127. In artikel 21 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “, waarvan de modellen worden vastgesteld door de minister van Binnenlandse Zaken” opgeheven;

2° het woord “stemopnemingstabel” wordt vervangen door de woorden “samenvattende tabel van de telling” en de woorden “stemopnemingstabellen” worden telkens vervangen door de woorden “samenvattende tabellen van de telling”.

Art. 128. À l'article 22 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot "stemopnemingstabel" est remplacé par les mots "samenvattende tabel van de telling";

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. Les supports de mémoire provenant des bureaux de vote sont transmis par le bureau principal de canton au bureau principal de circonscription qui remet ceux-ci dans les meilleurs délais, contre accusé de réception, à un membre du Collège des experts, visé au chapitre 7, afin que ce Collège effectue les missions visées à l'article 25. Le Collège des experts remet les supports de mémoire au fonctionnaire désigné par le ministre de l'Intérieur dès que l'élection est définitivement validée ou annulée. Ce fonctionnaire procède à l'effacement des supports de mémoire et constate par écrit au ministre de l'Intérieur ou son délégué que cet effacement a été effectué."

3° dans le paragraphe 4, les mots "ainsi que ceux émis à titre de test" sont abrogés;

4° le paragraphe 5 est abrogé.

Art. 129. Dans l'article 25, § 1^{er}, alinéa 3, de la même loi, les mots "le support de mémoire destiné à la totalisation" sont remplacés par les mots "le logiciel destiné à la totalisation".

Art. 130. À l'article 27 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 2, les mots "ne comprenant pas les éléments de sécurité" sont insérés entre les mots "les codes sources" et les mots "des logiciels électoraux";

2° dans le paragraphe 3, première phrase, les mots "jusqu'à ce que la publication visée à l'article 17, § 2, soit effectuée" sont insérés après les mots "tenus au secret".

Art. 131. L'article 33 de la même loi est abrogé.

CHAPITRE 9. — *Disposition transitoire*

Art. 132. Les modifications apportées au Code électoral par l'article 6 de la présente loi ne s'appliquent pas aux personnes ayant déjà fait l'objet d'une décision d'internement au moment de son entrée en vigueur.

CHAPITRE 10. — *Entrée en vigueur*

Art. 133. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} octobre 2023.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes
institutionnelles et du Renouveau démocratique,
A. VERLINDEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be) :

Documents : 55-3085

Compte rendu intégral : 16 mars 2023.

Art. 128. In artikel 22 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord "stemopnemingstabel" vervangen door de woorden "samenvattende tabel van de telling";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Het kantonhoofdbureau stuurt de gegevensdragers afkomstig van de stembureaus door naar het kieskringhoofdbureau, dat deze zo snel mogelijk, tegen ontvangstbewijs, doorzendt naar een lid van het College van deskundigen, bedoeld in hoofdstuk 7, opdat dit College de in artikel 25 bedoelde opdrachten zou kunnen vervullen. Zodra de verkiezing definitief geldig of ongeldig verklaard is, stuurt het College van deskundigen de gegevensdragers naar de door de minister van Binnenlandse Zaken aangewezen ambtenaar. Deze ambtenaar wist de gegevensdragers en laat de minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde schriftelijk weten dat het wissen gebeurd is."

3° in paragraaf 4 worden de woorden "alsook deze die als test werden uitgebracht" opgeheven;

4° paragraaf 5 wordt opgeheven.

Art. 129. In artikel 25, § 1, derde lid, van dezelfde wet, worden de woorden "op de gegevensdrager bedoeld voor het optellen van de stemmen" vervangen door de woorden "op de software bestemd voor het optellen van de stemmen".

Art. 130. In artikel 27 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de woorden "die geen veiligheidselementen bevatten," ingevoegd tussen de woorden "de broncodes" en de woorden "van de stemsoftware";

2° in paragraaf 3, eerste zin, worden de woorden "totdat de in artikel 17, § 2, bedoelde publicatie gebeurd is" ingevoegd na de woorden "tot geheimhouding verplicht".

Art. 131. Artikel 33 van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 9. — *Overgangsbepaling*

Art. 132. De wijzigingen aangebracht aan het Kieswetboek door artikel 6 van deze wet zijn niet van toepassing op de personen, die op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wijziging al het voorwerp waren van een beslissing tot internering.

HOOFDSTUK 10. — *Inwerkingtreding*

Art. 133. Deze wet treedt in werking op 1 oktober 2023.

De Koning kan een vroegere datum van inwerkingtreding bepalen dan die welke in het eerste lid vermeld wordt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,
A. VERLINDEN

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be):

Stukken: 55-3085

Integraal Verslag: 16 maart 2023